



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

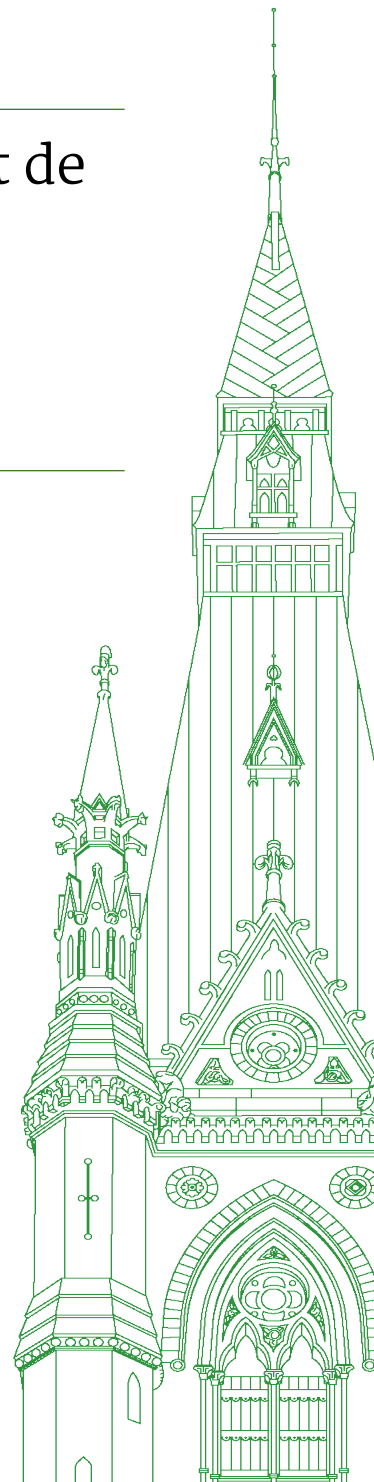
Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 003

Le lundi 22 septembre 2025

Président : Michael Coteau



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le lundi 22 septembre 2025

• (1545)

[Traduction]

Le président (Michael Coteau (Scarborough—Woburn, Lib.)): La séance est ouverte.

Je vous souhaite la bienvenue à la troisième réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes. En vertu du Règlement, la réunion d'aujourd'hui se tient dans un format hybride: les intervenants y participent en personne, dans la salle, de même qu'à distance à l'aide de l'application Zoom.

Avant de continuer, je demanderais à tous les participants qui sont dans la salle de consulter les lignes directrices qui se trouvent sur la table. Ces mesures sont en place pour éviter les problèmes audio et les rétroactions sonores, de même que pour protéger la santé et la sécurité de tous les participants, y compris nos interprètes. Vous pouvez aussi utiliser le code QR qui se trouve sur les cartons et qui vous mènera à une courte vidéo sur le sujet.

Voici maintenant quelques consignes à l'intention des témoins et des députés. Veuillez s'il vous plaît attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Ceux qui participent à la réunion avec téléconférence peuvent cliquer sur l'icône du microphone pour l'activer. Veuillez mettre votre micro en sourdine lorsque vous n'avez pas la parole. Les participants qui utilisent Zoom peuvent choisir le canal d'interprétation souhaité — le son du parquet, l'anglais ou le français — au bas de leur écran. Les personnes dans la salle peuvent utiliser l'oreillette et choisir le canal souhaité.

Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence. Les personnes qui se trouvent dans la salle doivent lever la main si elles souhaitent prendre la parole. Les personnes qui utilisent Zoom doivent utiliser la fonction « Lever la main ». Le greffier et moi allons gérer l'ordre des interventions du mieux que nous le pouvons. Nous vous remercions pour votre patience et votre compréhension à cet égard.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le jeudi 18 septembre 2025, nous entreprenons notre séance d'information sur l'impact des droits de douane sur le secteur agricole et agroalimentaire canadien.

J'aimerais maintenant vous présenter nos témoins pour aujourd'hui, qui sont avec nous en personne. Nous recevons les représentants du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire: Christine Moran et Tom Rosser. Nous recevons également Michael Mosier du ministère des Finances, de même que les représentants du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement: Pierre Marier et Darren Smith.

Nous vous souhaitons à tous la bienvenue. Nous vous sommes reconnaissants pour votre présence.

Monsieur Rosser, c'est vous qui allez commencer. Vous disposez de cinq minutes.

Nous allons accorder cinq minutes aux témoins du premier groupe et trois minutes à ceux du deuxième groupe.

Allez-y, monsieur.

Tom Rosser (sous-ministre adjoint, Direction générale des services à l'industrie et aux marchés, ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Merci beaucoup, monsieur le président.

[Français]

Monsieur le président, membres du Comité, je vous remercie de me donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui pour discuter des intérêts commerciaux agricoles du Canada et des défis auxquels nous sommes confrontés dans un environnement mondial en constante évolution.

Agriculture et Agroalimentaire Canada collabore étroitement avec Affaires mondiales Canada, le ministère des Finances ainsi que d'autres ministères pour soutenir les agriculteurs et les transformateurs alimentaires. Ensemble, notre objectif est de faire en sorte que les produits de notre secteur agricole puissent réussir sur les marchés internationaux. Le Canada est, à la base, une nation commerçante et un important fournisseur de denrées alimentaires à l'échelle mondiale. En 2024, les exportations canadiennes de produits agroalimentaires et de produits de la mer ont été évaluées à plus de 100 milliards de dollars. Plus de la moitié de notre production est exportée, ce qui signifie que l'accès stable et prévisible au marché est vital pour les agriculteurs, les éleveurs et les transformateurs de partout au pays.

Cependant, l'environnement commercial est de plus en plus incertain. Des mesures tarifaires unilatérales, en particulier de la part de nos deux plus grands marchés, c'est-à-dire les États-Unis et la Chine, ont perturbé les chaînes d'approvisionnement. La guerre en cours menée par la Russie en Ukraine et l'instabilité au Moyen-Orient ont encore accru la volatilité des marchés mondiaux de l'alimentation et des matières premières.

[Traduction]

Depuis mars 2025, la Chine impose des droits de douane de 100 % sur l'huile et la farine de canola canadiennes et sur les pois, ainsi que de 25 % sur certains produits de la mer et de porc. De plus, depuis le 14 août, la Chine applique des droits de 75,8 % sur les importations de graines de canola canadiennes.

Les mesures tarifaires unilatérales redéfinissent également l'environnement commercial. Bien que le respect de l'ACEUM offre d'importantes protections pour la majorité du commerce agroalimentaire, ces actions commerciales engendrent de l'incertitude. L'examen à venir de l'ACEUM en 2026 constituera une occasion cruciale de promouvoir et de défendre les intérêts du Canada. Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire continuera de collaborer avec Affaires mondiales Canada pour s'assurer que la voix des agriculteurs soit entendue dans le cadre du processus de consultation à venir.

Dans ce contexte d'incertitude, la diversification est essentielle. Le Canada accroît sa présence dans des régions à forte croissance, comme l'Indo-Pacifique, l'Amérique latine et l'Afrique du Nord. Le nouveau Bureau de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour l'Indo-Pacifique aide déjà les exportateurs à naviguer dans des marchés complexes et à établir des relations plus solides. Le Canada bénéficie désormais de 15 accords de libre-échange couvrant 51 pays. Nous poursuivons d'autres possibilités à travers les négociations avec l'ANASE, l'expansion du PTPGP, et des discussions exploratoires avec des partenaires comme les Philippines et le Mercosur.

En parallèle, notre leadership au sein des institutions multilatérales, y compris l'OMC, reste essentiel pour défendre un commerce fondé sur des règles et faire pression pour l'élimination des entraves injustifiées.

En conclusion, les agriculteurs et les transformateurs alimentaires du Canada comptent parmi les plus résilients et les plus innovants au monde. Mais pour continuer à prospérer, ils ont besoin de règles stables et d'un accès fiable aux marchés, pour pouvoir planifier, investir et croître en toute confiance. Il y a eu un engagement constant et continu avec les différents intervenants, y compris aux plus hauts niveaux officiels et politiques, suite aux développements récents.

Alors que nous regardons vers l'avenir, nous resterons fermement engagés à défendre un accès équitable et prévisible aux marchés. Il est essentiel de veiller à ce que les exportateurs canadiens puissent concurrencer sur un pied d'égalité, non seulement pour la vigueur de notre secteur agricole, mais aussi pour la santé de l'ensemble de notre économie.

Monsieur le président, je vous remercie. Tout comme les représentants d'Affaires mondiales et du ministère des Finances, ma collègue Christine Moran et moi sommes à votre disposition pour répondre aux questions des membres du Comité.

• (1550)

Le président: Merci beaucoup. Je crois que vous avez pris beaucoup moins que cinq minutes.

Nous allons entreprendre notre série de questions de six minutes avec M. Barlow.

Vous disposez de six minutes, monsieur Barlow. Allez-y.

John Barlow (Foothills, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins de leur présence.

Je sais que c'est rapide, mais je pense que vous comprenez tous à quel point cette question est importante. Il est important de faire le point, surtout compte tenu de la situation financière des agriculteurs canadiens et des chiffres qui ont été publiés l'an dernier.

Les dépenses totales d'exploitation agricole ont augmenté de près de 3 % pour atteindre 78 milliards de dollars en 2024, mais pour la deuxième année consécutive, nous avons vu les dépenses d'intérêt augmenter de 28,6 % et les producteurs s'endetter davantage. L'endettement agricole a augmenté de 14 % en 2024, ce qui représente la plus forte augmentation depuis 1981. Les marges sont donc déjà serrées. Si l'on rajoute à cela un prix courant restreint pour le canola et les droits de douane supplémentaires, les marges se resserrent encore davantage.

Je m'adresse à M. Marier et à M. Smith d'Affaires mondiales. Je sais que le 20 novembre, l'ancien ministre de l'Agriculture s'est rendu en Chine pour aborder cette question. Pouvez-vous me dire qui le ministre a rencontré du côté du gouvernement chinois?

Tom Rosser: Monsieur le président, si vous me le permettez, je crois être en mesure de répondre à cette question.

Le ministre s'est en effet rendu en Chine en novembre 2024 pour participer aux réunions du Conseil commercial Canada-Chine, mais à mon souvenir, il n'y a eu aucun échange officiel avec les représentants du gouvernement chinois.

John Barlow: Merci.

Plus tôt cet été, un autre ancien ministre de l'Agriculture, qui est aujourd'hui secrétaire parlementaire du premier ministre, s'est lui aussi rendu en Chine. Est-ce qu'il a eu l'occasion de rencontrer le ministre de l'Agriculture du gouvernement chinois ou d'autres représentants élus lors de ce voyage?

Tom Rosser: Je ne connais pas l'itinéraire complet du secrétaire parlementaire et du premier ministre de la Saskatchewan. Selon ce que je comprends, toutefois, ils ont eu l'occasion de rencontrer des représentants du gouvernement de la Chine, mais je ne sais pas lesquels exactement.

John Barlow: Merci.

Nous semblons rencontrer certaines difficultés. Nous voulons aborder la question des droits de douane et la régler, mais les représentants du gouvernement actuel semblent avoir de la difficulté à rencontrer les hauts fonctionnaires, leurs homologues chinois, ce qui est problématique.

M. Rosser pourra aussi répondre à ma prochaine question.

Est-ce que le premier ministre ou le ministre de l'Agriculture prévoient de se rendre à Pékin pour rencontrer leurs homologues chinois? Est-ce que de telles rencontres ont été organisées?

Tom Rosser: Je vais peut-être laisser mes collègues d'Affaires mondiales répondre à cette question.

Je ne crois pas qu'il soit prévu que le ministre se rende en Chine pour le moment, mais des échanges de haut niveau ont lieu régulièrement avec les représentants chinois à l'ambassade de Pékin. Le Comité mixte sur l'économie et le commerce a aussi tenu une réunion il y a quelques semaines. Il y a des échanges réguliers et continus avec des représentants des échelons supérieurs du gouvernement chinois.

Darren Smith (directeur exécutif, Direction de la politique commerciale pour l'Indo-Pacifique, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Je peux aussi confirmer que le ministre du Commerce international a communiqué avec son interlocuteur. Il a aussi eu d'autres discussions entre les hauts fonctionnaires, notamment entre notre premier ministre et le premier ministre Li Qiang, par exemple. Il est possible qu'il y ait d'autres échanges pendant l'automne.

Je ne peux vous confirmer si ces réunions sont prévues pour le moment, mais je vous dirais qu'il y a des échanges à tous les niveaux.

John Barlow: C'est ce dont j'ai besoin. Je vous remercie.

À la suite du dernier voyage avec le premier ministre Moe et le secrétaire parlementaire, connaissez-vous les raisons ou les décisions prises par les Chinois concernant ces droits de douane et les mesures à prendre pour les éliminer? Des explications ont-elles été fournies quant aux raisons pour lesquelles ces droits de douane ont été imposés et les mesures à prendre pour les éliminer?

Donnez des détails si vous en avez, je vous prie.

Tom Rosser: Je tiens à préciser que je n'ai reçu aucune information sur ce voyage, mis à part ce qui a été rapporté dans les médias. Je sais que le premier ministre Moe a parlé de l'importance d'un engagement continu et constant avec la Chine.

● (1555)

Darren Smith: Je peux dire que le premier ministre Moe et le secrétaire parlementaire ont l'occasion de réitérer les préoccupations du Canada concernant diverses mesures chinoises qui ont des répercussions sur les exportateurs canadiens, notamment ceux du secteur agricole et agroalimentaire. Les Chinois ont saisi l'occasion pour exprimer certaines de leurs préoccupations au sujet de mesures prises par le gouvernement canadien, mais ces mesures sont clairement bien connues et font partie d'un dialogue continu avec eux.

John Barlow: Merci. Je n'ai le temps que pour une seule autre question ici.

Les producteurs de canola ont dit très fermement que l'aide offerte par le gouvernement libéral est insuffisante. Comme ils l'ont dit, ils ne peuvent pas s'endetter pour se sortir de cette crise. Il semble que cela pourrait être un problème à long terme, alors que les agriculteurs se préparent à planifier les récoltes de la saison prochaine.

Quelle autre aide le gouvernement libéral prévoit-il offrir aux producteurs de canola si cette question de droits de douane perdure à long terme?

Tom Rosser: Le ministre MacDonald entretient des relations régulières et continues avec le secteur du canola. En effet, le premier ministre a tenu une table ronde avec les intervenants du secteur la semaine dernière.

Les programmes initiaux annoncés le 5 septembre devaient faire partie de la solution plus globale. L'un des éléments de cette solution consiste à maintenir un dialogue avec la Chine, dans l'optique d'alléger les droits de douane. Le dialogue se poursuit, et nous continuerons de discuter avec les producteurs de canola et d'autres intervenants touchés des mesures qui pourraient être nécessaires pour les soutenir si la situation persiste.

John Barlow: Je vous remercie.

Pour conclure, j'espère seulement que ce gouvernement sera en mesure d'organiser des réunions de haut niveau avec ses homologues chinois afin de résoudre ce problème. Ces voyages sans résultats et sans réunions ne sont ni fructueux ni efficaces. J'espère que cela changera dans un avenir très proche.

Le président: Merci, monsieur Barlow.

Je vais céder la parole à M. Connors pour six minutes.

Paul Connors (Avalon, Lib.): Merci.

Je tiens à vous souhaiter la bienvenue, comme les fois précédentes. Je viens du milieu agricole. J'ai été le directeur exécutif de la Fédération de l'agriculture de Terre-Neuve-et-Labrador pendant 14 ans avant d'occuper ce poste. Je pense reconnaître quelques visages. Je suis ravi d'être de retour à cette table, surtout de ce côté-ci, où nous pouvons chercher des solutions pour faire progresser notre industrie agricole.

Je voudrais avoir des renseignements à jour sur la situation du commerce international, plus particulièrement sur l'incidence des droits de douane sur l'industrie agricole et agroalimentaire canadienne. Quels sont les commentaires précis que vous recevez des producteurs agricoles et des agriculteurs canadiens qui sont confrontés à la situation actuelle en matière de droits de douane? Pouvez-vous nous donner quelques exemples de ce que vous avez entendu?

Tom Rosser: Monsieur le président, je peux peut-être donner une première réponse, puis nous céderons la parole à Mme Moran et à d'autres collègues qui ajouteront leurs commentaires.

Je sais que le Comité entendra bientôt les producteurs. D'après nos conversations avec eux, je dirais que l'anxiété est l'une des réactions les plus courantes. C'est tout à fait compréhensible dans ces circonstances, où ils sont confrontés, dans certains cas, à des droits de douane prohibitifs dans les principaux marchés. Dans cette situation, comme dans d'autres que je connais bien, c'est l'incertitude quant à la durée de la situation et à ses conséquences pour l'avenir qui prévaut. Je pense que c'est probablement l'une des principales leçons que je tire des discussions que nous avons tenues avec eux jusqu'à présent.

Christine Moran (sous-ministre adjointe des affaires internationales et vice-présidente de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): En plus des préoccupations liées aux droits de douane, d'autres défis auxquels sont confrontés les producteurs de canola, notamment les obstacles réglementaires et non tarifaires, suscitent de vives inquiétudes. Il est de plus en plus difficile de résoudre ces problèmes dans le contexte actuel alors que nous sommes en pourparlers avec nos interlocuteurs.

Paul Connors: Pourriez-vous nous donner des détails sur ce qui a été fourni, aux fins du compte rendu? Pouvez-vous parler des mesures de soutien qui sont en place pour les agriculteurs et les producteurs qui ont été touchés par les droits de douane?

Tom Rosser: Il existe plusieurs programmes qui ciblent précisément le secteur du canola. L'un était une augmentation du financement versé au programme Agri-marketing, qui soutiendra les intervenants du secteur de l'agriculture et leurs efforts visant à développer et à diversifier le marché. Il les aidera à participer à des foires commerciales et à d'autres activités promotionnelles. On a augmenté la partie sans intérêt de notre programme de paiements anticipés pour les producteurs de canola afin d'atteindre un financement sans intérêt jusqu'à un demi-million de dollars. Ce financement est disponible pour les soutenir, compte tenu de la volatilité potentielle des prix dans les mois à venir.

Il y avait également des programmes qui ne ciblait pas précisément le secteur du canola, mais qui pouvaient néanmoins profiter aux intervenants de la chaîne de valeur, notamment les initiatives régionales de réponse aux droits de douane et les initiatives de réponse stratégique, qui sont administrées par les organismes de développement régional. Ils sont disponibles aux entreprises qui sont durement touchées par les droits de douane.

• (1600)

Paul Connors: Compte tenu du paysage agricole unique de Terre-Neuve-et-Labrador et de son intérêt croissant pour l'autosuffisance alimentaire, comment le ministère collabore-t-il avec les producteurs locaux pour s'assurer qu'ils puissent bénéficier des efforts fédéraux de diversification commerciale, comme Agri-marketing, malgré les exportations limitées de notre province?

Tom Rosser: Nous discutons régulièrement avec les associations provinciales et nationales dans tout le pays. Dans la conception et la prestation de nos programmes, nous veillons à ce qu'ils soient accessibles aux petites entreprises et associations. Nous prenons au sérieux la nécessité de garantir que les programmes soient largement accessibles aux producteurs et aux organisations représentant les producteurs de différentes tailles tout au long de la chaîne de valeur. Nous sollicitons continuellement l'avis des intervenants.

Paul Connors: Nous savons que des membres sont allés en Chine. Outre la Chine, dans quels autres pays des membres se sont-ils rendus dans le cadre de nos efforts visant à diversifier notre industrie agricole?

Tom Rosser: Nous avons des représentants dans les ambassades et les consulats dans le monde entier qui s'occupent de divers marchés. Je sais que le ministre MacDonald s'est rendu en Asie cet été et a visité l'Indonésie, Singapour et les Philippines. À différents niveaux, nous nous engageons quotidiennement dans des marchés cibles dans le monde.

Le président: Monsieur Perron, vous disposez de six minutes.

[Français]

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les représentants des différents ministères qui nous donnent de leur temps. Nous leur en sommes reconnaissants, d'autant plus qu'ils n'ont pas eu beaucoup de temps pour se préparer.

Les gens qui travaillent dans le secteur du canola pourront nous le dire tantôt plus précisément, mais j'aimerais savoir quel est le pouls du milieu après la mise en place des mesures d'aide à la suite de l'imposition des droits de douane chinois. Je pense notamment à la bonification du programme Agri-stabilité et du Programme de paiements anticipés. Quelle est la réaction? Les gens vous en remercient-ils grandement parce que cette aide comble les besoins ou y a-t-il encore une urgence parce que ce serait insuffisant?

Tom Rosser: Je peux essayer de répondre. Je sais que le Comité va entendre les intervenants en direct sous peu.

Je pense que les gens reconnaissent que ces changements aux programmes de gestion des risques sont une étape qui va les aider. Plus tôt, j'ai oublié de mentionner que des mesures avaient été mises en place pour promouvoir l'industrie des biocarburants. Alors, je pense que les gens reconnaissent que ça va aider, même si je ne pense pas que beaucoup d'intervenants diront que c'est suffisant. Il reste de l'incertitude.

Nous poursuivons le dialogue avec les intervenants et nous allons considérer les prochaines étapes. Nous allons suivre de près l'évolution de la situation.

Yves Perron: Je vais justement vous parler d'un autre secteur, soit le secteur biologique, dont 45 % de la production canadienne est exportée aux États-Unis. Il est donc touché par des droits de douane; quoi qu'il en soit, vous allez pouvoir me renseigner à cet égard.

Le marché chinois est un énorme marché, notamment pour le pois jaune biologique. Actuellement, les Chinois seraient tournés vers l'Australie, dont la proximité géographique est intéressante pour eux. Ça crée de l'incertitude pour les gens dans ce milieu. Les gens ont peur de ne jamais récupérer ces marchés.

Vous avez parlé plus tôt de la région de l'Asie-Pacifique. Y a-t-il beaucoup de démarches? A-t-on prévu quelque chose de particulier pour le secteur biologique?

• (1605)

Tom Rosser: Nous dialoguons régulièrement avec les représentants du secteur biologique. Je sais que, dans ce secteur, la reconnaissance des normes biologiques et des standards est importante pour le commerce international. Nous travaillons pour obtenir des statistiques sur le commerce international dans le secteur biologique.

Je ne sais pas si Mme Moran a quelque chose à ajouter. Je dirai seulement que, compte tenu de la situation mondiale, surtout lorsqu'on considère ce qui se passe dans les marchés aux États-Unis et en Chine, il est normal qu'il y ait, partout dans le secteur agroalimentaire, de l'incertitude et de la peur quant à ce qui peut arriver du jour au lendemain.

Yves Perron: J'aimerais obtenir un complément d'information de la part M. Rosser ou de quelqu'un d'autre. Je sais qu'il y a eu une amélioration du programme Agri-marketing grâce à l'allocation de 75 millions de dollars supplémentaires.

Une portion de cet argent est-elle consacrée au secteur biologique? Ça pourrait aider à développer d'autres marchés dans la région de l'Asie-Pacifique.

Christine Moran: En ce qui a trait aux mesures de soutien pour le secteur, le programme Agri-marketing n'est pas consacré précisément au secteur biologique, mais nous sommes toujours là pour le soutenir. Le marché biologique est comme les autres, il faut du temps pour l'établir. Quand il y a un changement ou des perturbations, par exemple, c'est long à récupérer.

Ainsi, il n'y a pas de montant consacré au secteur biologique.

Yves Perron: Est-ce que les producteurs de ce secteur y sont admissibles? Est-ce qu'ils peuvent faire une demande?

Christine Moran: Oui, absolument, ils le sont comme tous les autres.

Yves Perron: D'autres secteurs sont en difficulté. Aujourd'hui, on parle beaucoup des droits de douane, entre autres, mais je pourrais aussi parler des producteurs de bœuf du Québec, qui m'interpellaient récemment pour saluer la décision d'augmenter les plafonds du Programme de paiement anticipé. Toutefois, comme on le fait chaque année de façon répétitive, ils se disaient qu'ils pourraient, eux aussi, bénéficier du programme puisque le prix du bœuf a énormément augmenté. De plus, les institutions financières ne sont pas prêtes à financer le renflouement du bétail actuellement. Un veau qu'on payait de 400 à 500 \$ l'année dernière coûte autour de 1 500 \$ cette année, ce qui cause une difficulté de renflouement. Si les institutions financières ne les aident pas, on va avoir encore moins de production, alors qu'au Québec, on ne produit pas suffisamment de bœuf pour la consommation.

Je vous informe de la situation, et vous pourrez en discuter davantage. D'autres secteurs auraient besoin d'une augmentation de ce montant de façon permanente pour ne pas que les producteurs aient à redemander de l'aide ou qu'on attende une crise internationale pour l'augmenter. Je sais que vous ne pouvez pas prendre de décision parce que vous êtes des fonctionnaires, mais je me permets quand même de vous lancer le message. Si ce sujet est abordé dans des discussions, vous pourriez prendre la balle au bond. C'est une suggestion.

Les États-Unis ont fixé des droits de douane de 25 % sur tout. Quelle portion de nos exportations du secteur agricole et agroalimentaire est touchée par ces droits de douane? Je m'inquiète beaucoup pour l'agroalimentaire. Pourquoi les contre-mesures en réponse aux droits de douane ont-elles été retirées? Les producteurs sont encore beaucoup touchés par les droits de douane, parce que beaucoup d'intrants proviennent des États-Unis.

Quelle portion du secteur est touchée par les droits de douane actuellement? Avez-vous des chiffres? Il va falloir répondre rapidement à la question.

Tom Rosser: Selon nos estimations, la grande majorité des exportations du Canada vers les États-Unis, soit 96,5 %, ne sont pas touchées par les droits de douane grâce à leur conformité à l'ACEUM. Cependant, il y a effectivement la possibilité que des intrants et des choses de ce genre soient indirectement touchés.

Yves Perron: J'attire l'attention de votre ministère sur cette question de façon indirecte. De plus, il nous reste toujours les 5 % pour notre principal client.

Merci beaucoup.

[Traduction]

Le président: C'est parfait. Merci.

Nous allons passer à la deuxième série de questions. Nous allons entendre M. Gourde pour cinq minutes.

[Français]

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Merci, monsieur le président.

Monsieur Rosser, quel pourcentage de la production canadienne de canola est vendu à la Chine?

Les exportations canadiennes de canola vers la Chine sont-elles comparables à celles vers les États-Unis, ou la Chine est-elle notre meilleur client?

Tom Rosser: Si je me souviens bien, l'an dernier, la Chine recevait environ deux tiers de nos exportations totales de graines de canola.

Jacques Gourde: La géopolitique joue souvent un rôle dans ce genre de situation. En effet, les droits de douane de la Chine sont des représailles au Canada, parce qu'on ne veut pas importer d'automobiles faites en Chine. Je vous signale donc que, si on importe un jour des automobiles chinoises, la question du canola se réglera peut-être au cours des mois suivants.

Cela dit, le réflexe des producteurs canadiens, l'an prochain, sera sans doute de semer beaucoup moins de canola. Or, après un changement de production, on peut mettre quelques années avant de revenir aux mêmes niveaux de production.

De plus, les droits de douane de la Chine vont sans doute obliger les producteurs canadiens à stocker des réserves, parce qu'ils ne réussiront pas à tout vendre et qu'ils ne voudront pas nécessairement vendre au rabais. Parfois, il vaut mieux garder sa production en stock que de la donner. Il faudra donc probablement des silos supplémentaires. Le réflexe de nos producteurs canadiens sera sans doute de se tourner vers d'autres secteurs.

À long terme, que représente la production du Canada par rapport à la production mondiale?

Les deux tiers des exportations canadiennes totales se font en Chine. Quelle proportion du marché mondial représentent-elles? Est-ce une petite part, comme un, deux ou trois pour cent, ou est-ce plutôt une part considérable?

• (1610)

Tom Rosser: Je n'ai pas les chiffres exacts, mais je peux vous assurer que le Canada est le plus important producteur de canola au monde.

Jacques Gourde: Dans le cadre des négociations, il y aurait lieu de rappeler à la Chine que, si les producteurs canadiens décidaient de façon générale de ne plus produire de canola, le prix mondial augmenterait sans doute parce qu'il y aura moins de canola en stock. Il y a des évaluations des stocks de canola à l'échelle mondiale. Si les Canadiens boudaient cette production, au fur et à mesure que les stocks baisseraient, la Chine devrait payer davantage pour s'approvisionner ailleurs. On pourrait présenter cet argument à nos amis chinois. À court terme, cela ne les effraie peut-être pas, mais ils sont habituellement très sensibles à ce genre d'argument et ils regardent les stocks mondiaux de près.

Où va l'autre tiers des exportations canadiennes de canola? Est-ce vers un ensemble de pays ou principalement vers les États-Unis?

Christine Moran: Il y a des marchés un peu partout pour le canola. Les producteurs qui témoigneront bientôt vous le diront sans doute. Le Japon est un marché important. Les États-Unis sont également un marché important, surtout pour les biocarburants. Il y a des exportations en Europe aussi. Toutefois, il est évident que la Chine est un marché très important en ce qui a trait au pourcentage des exportations, quoiqu'il s'agisse d'un marché délicat quant aux obstacles techniques.

Jacques Gourde: La transformation du canola en huile pourrait être mise en avant. Malheureusement, je pense que la Chine impose aussi des droits de douane sur l'huile de canola. Cependant, ce produit est très intéressant et est prisé partout au monde. Dans le cadre de cette production, on peut aussi transformer les résidus en tourteau. Le tourteau de canola se vend très bien partout au Canada.

Pourrait-il y avoir un programme ou un incitatif pour aider les producteurs et les transformateurs canadiens à emprunter cette voie, afin d'augmenter notre autosuffisance en matière de production d'huile de canola?

Tom Rosser: Je peux confirmer qu'il y a eu un important investissement dans la transformation du canola au cours des dernières années, surtout en Saskatchewan. On fabrique de plus en plus d'huile de canola pour la consommation intérieure ainsi que pour l'exportation. De plus, pour diversifier les marchés du canola, on peut aussi essayer d'augmenter l'utilisation de l'huile de canola dans la production de biocarburants au Canada.

[Traduction]

Le président: Madame Harrison, vous disposez de cinq minutes.

Emma Harrison (Peterborough, Lib.): Merci d'être ici.

Je suis née et j'ai grandi dans une ferme bovine dans ma circonscription de Peterborough. J'ai perpétué cette tradition ces dernières années avec mon mari et ma jeune famille. Nous avons connu une grande sécheresse dans le centre de l'Ontario et dans tout le Canada, ce qui a été très stressant. Je voulais juste vous donner un peu de contexte. Ma passion pour l'agriculture est profonde.

Ma question aujourd'hui est la suivante: comment le ministère coordonne-t-il ses efforts avec Affaires mondiales Canada et Agriculture et Agro-alimentaire Canada afin d'atténuer les répercussions financières des droits de douane sur les secteurs touchés?

Christine Moran: Merci.

Nous avons notamment des employés qui travaillent dans les ambassades afin de soutenir les exportateurs canadiens dans les secteurs de la transformation à valeur ajoutée et des produits de base. Nous constatons que la présence de personnel sur le terrain dans les ambassades est un moyen très important d'assurer le dialogue avec les importateurs et de soutenir les exportateurs sur le terrain.

Nous travaillons en collaboration avec nos collègues à Affaires mondiales pour coordonner les missions commerciales et veiller à ce que l'agriculture, les producteurs et la transformation à valeur ajoutée soient également pris en compte dans toutes ces missions.

• (1615)

Tom Rosser: J'ai quelques observations à ajouter, monsieur le président.

Nous avons déjà mentionné bon nombre des initiatives et programmes mis en place cette année pour tenir compte des circonstances exceptionnelles auxquelles est confrontée l'industrie agroalimentaire. Pour les répéter brièvement, nous avons apporté des changements importants au programme Agri-stabilité plus tôt cette année. Plus récemment, le 5 septembre, le premier ministre a annoncé un certain nombre de mesures — nous en avons parlé — telles que des changements au programme de paiements anticipés, des initiatives pour soutenir l'industrie des biocarburants et un soutien accru au programme Agri-marketing.

Emma Harrison: Par ailleurs, au début du mois, le gouvernement du Canada a annoncé un financement supplémentaire de 75 millions de dollars sur cinq ans pour le programme Agri-marketing, qui vise à créer de nouvelles possibilités d'exportation pour les producteurs agricoles et agroalimentaires canadiens.

Quelles activités précises Agriculture et Agroalimentaire Canada entreprendra-t-il avec ce financement?

Tom Rosser: Le programme servira à fournir du soutien financier directement aux associations de l'industrie afin qu'elles puissent mener des activités de développement et de diversification des marchés. La participation à des foires commerciales et les efforts de marketing à l'étranger sont bien sûr des activités souvent soutenues par ce programme. Le financement est accordé en fonction des priorités des associations qui en font la demande.

Mme Moran a peut-être quelque chose à ajouter.

Christine Moran: Je vais ajouter des observations.

Nous avons constaté un intérêt accru pour les marchés commerciaux internationaux dans de nouveaux pays. C'est encourageant. Les espaces disponibles dans les foires commerciales coordonnées par Agriculture Canada se vendent en quelques jours. Auparavant, cela prenait des semaines, voire des mois. Nous constatons également un vif intérêt pour la recherche de nouveaux marchés. Je pense que cela témoigne de la disponibilité de ces fonds.

Emma Harrison: Quelles régions internationales seraient les plus réceptives aux exportations agroalimentaires canadiennes?

Christine Moran: Je pense que presque toutes les régions sont réceptives. Beaucoup de travail est accompli. Tout d'abord, je pense qu'il existe une attitude respectueuse envers les produits agricoles canadiens dans le monde entier. C'est en partie attribuable à la réputation dont nous jouissons en matière d'aliments de haute qualité, sûrs et nutritifs. C'est en grande partie dû au fait que nous avons déployé de solides mesures réglementaires pour veiller à ce que toutes ces exportations soient sans danger pour la consommation et répondent aux exigences réglementaires applicables.

Il y a une coopération technique avec des partenaires à l'échelle mondiale. Nous avons des marchés qui prennent de l'expansion dans de nouveaux endroits, tirant parti d'accords de libre-échange tels que le PTPGP — partenariat transpacifique exhaustif — et l'AECG — accord commercial entre le Canada et l'Europe. Ils sont à la recherche de nouveaux marchés et en créent de nouveaux.

Les marchés agricoles mettent beaucoup de temps à se développer, mais une fois établis, ils sont des vecteurs d'investissement et d'échanges commerciaux durables.

Emma Harrison: Comment le budget fédéral équilibre-t-il le soutien financier immédiat versé aux producteurs et les investissements dans la diversification commerciale et le développement des marchés?

Christine Moran: Je vous remercie de la question.

Ces investissements vont de pair. Il y a évidemment une tension et un équilibre en matière de soutien national. Parallèlement, il est important de se tourner vers l'étranger. Plus de la moitié de la production agricole canadienne est exportée, et nous continuons à chercher des moyens de soutenir l'industrie dans ses ambitions de trouver de nouveaux marchés afin de promouvoir la transformation à valeur ajoutée canadienne et les produits canadiens.

Le président: Merci.

Monsieur Perron, vous disposez de deux minutes et demie.

[Français]

Yves Perron: Merci beaucoup, monsieur le président.

Plus tôt, à la fin de mon tour de questions, je vous ai emmené vers le sujet de l'agroalimentaire. On voit beaucoup de détails sur les mesures visant le canola, et ainsi de suite. Toutefois, des mesures concrètes ont-elles été mises en place pour aider le domaine agroalimentaire dans cette période de tarifs difficile?

Il faudrait peut-être encourager l'investissement. C'est une lacune que nous constatons depuis quelques années au cours de nos études en Comité. Moi, je considère que le secteur agroalimentaire pourrait bénéficier grandement d'un programme d'investissement ou d'incitation à l'investissement. Le danger, c'est que, à un moment donné, l'usine ou le site de transformation soit trop désuet et qu'il ne soit plus rentable de le rénover. Il faudrait alors en construire un autre, mais celui-là ne serait pas nécessairement construit ici. C'est donc un enjeu extrêmement important. Il faut quand même qu'on transforme tout ce qu'on produit.

Je vous écoute, monsieur Rosser.

• (1620)

Tom Rosser: Je peux vous rassurer, nous maintenons un dialogue constant avec le secteur agroalimentaire afin de trouver des façons dont le gouvernement peut encourager l'investissement dans ce secteur. Je sais que vous allez entendre sous peu le témoignage en direct des représentants de ce secteur.

Je veux ajouter que, parmi les programmes annoncés par le premier ministre, le 5 septembre, il y en a deux qui peuvent aider les entreprises dans le secteur agroalimentaire touchées par les droits de douane.

Yves Perron: D'accord. Quels sont ces programmes?

Tom Rosser: Je n'ai pas sous les yeux les noms français de ces programmes. Je vais vous les faire parvenir.

Ces programmes seront gérés par les agences de développement régional. Je vais vérifier les noms exacts de ces deux programmes et je communiquerai cette information au Comité.

Yves Perron: D'accord.

Beaucoup de gens parlent des barrières au commerce entre les provinces canadiennes. Cela relève beaucoup des compétences des provinces, mais d'autres mesures pourraient être identifiées.

Avez-vous travaillé à ça? Pouvez-vous identifier des mesures qui sont actuellement en chantier pour favoriser un meilleur commerce intérieur?

Tom Rosser: Oui. Une réunion des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture a eu lieu plus tôt ce mois-ci, à Winnipeg. L'un des sujets à l'horaire était de trouver des façons de faire pour encourager et améliorer le commerce interprovincial au Canada.

[Traduction]

Le président: Je vous remercie.

Monsieur Bonk, vous disposez de cinq minutes.

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Les agriculteurs de l'Ouest canadien font face à beaucoup d'incertitude en ce moment, que ce soit à cause des conditions météorologiques, des droits de douane non résolus sur le canola ou de la taxe sur le carbone imposée au secteur industriel. Ensemble, ces facteurs exercent beaucoup de pression sur nos producteurs et les désavantagent injustement par rapport à nos concurrents à l'échelle internationale.

J'ai une question pour le représentant du ministère des Finances. Monsieur Mosier, avez-vous effectué une analyse concernant la manière dont la norme sur les carburants propres du gouvernement libéral est susceptible d'accroître les recettes des agriculteurs? Cela inclut-il l'impact de 17 ¢ le litre sur leurs coûts en carburant?

Michael Mosier (directeur principal, Politique commerciale et tarifaire, ministère des Finances): Monsieur le président, je m'excuse, mais ce n'est pas mon domaine d'expertise. Je ne sais pas si d'autres collègues ici présents possèdent ce genre de renseignements, mais si ce n'est pas le cas, je me ferai un plaisir de faire un suivi et de vous revenir là-dessus. Comme je l'ai dit, ce n'est pas mon domaine d'expertise. Je suis désolé.

Steven Bonk: Pourriez-vous envoyer ces renseignements au Comité, s'il vous plaît?

Michael Mosier: Laissez-moi voir le type de renseignements que nous pouvons vous fournir, et je vous reviendrai à ce sujet. Je dois d'abord en discuter avec mes collègues.

Steven Bonk: D'accord.

En général, les agriculteurs sont des planificateurs par nature. Il est vraiment important pour les agriculteurs d'avoir de la stabilité et de la prévisibilité, comme dans toute entreprise. Le canola est un élément très important de la rotation des cultures dans l'Ouest canadien.

Que pouvez-vous dire aux agriculteurs sur ce qu'ils devraient planifier pour l'année prochaine? Quand ces questions commerciales seront-elles réglées?

Tom Rosser: En réponse, je tiens à assurer au Comité que nous comprenons pleinement l'importance que revêt le canola pour le secteur agricole canadien. Nous comprenons tout à fait, comme je crois que nous l'avons mentionné dans un témoignage précédent, que l'aspect le plus difficile de la situation est peut-être l'incertitude qu'elle crée et la durée pendant laquelle la situation persistera. Nous en sommes certainement très conscients dans le cadre d'un dialogue régulier avec les parties prenantes et dans nos efforts pour dialoguer avec les Chinois et trouver une solution pour le secteur tout en soutenant les producteurs et la chaîne de valeur tant que la situation perdurera.

Steven Bonk: Les agriculteurs ne demandent pas vraiment la charité. Ils veulent un accord commercial. Je sais que dans ma région, où je suis agriculteur, nous sommes directement au nord de la frontière américaine, avec le même climat et les mêmes types de sol, et pourtant, ils ne paient pas la taxe sur le carbone industrielle. Ce n'est là qu'une des mesures qui nous désavantagent injustement. Il est vraiment important que nous réglions ces questions commerciales très rapidement parce que nous essayons déjà de jouer sur les marchés mondiaux avec une main attachée dans le dos.

À quelle vitesse pensez-vous que nous pouvons communiquer directement avec la Chine, et pouvez-vous nous dire avec qui vous communiquez?

• (1625)

Tom Rosser: Au risque de répéter les propos de certains intervenants précédents, nous demeurons en communication avec la Chine chaque fois que l'occasion se présente. Mes collègues d'Affaires mondiales peuvent vous fournir davantage de détails, mais il y a eu la réunion du CMEC avec de hauts fonctionnaires chinois à la fin du mois dernier. Par l'entremise de notre ambassade et d'autres tribunes, nous saisissons toutes les occasions de dialoguer avec nos homologues chinois.

Darren Smith: Si je peux juste insister sur ce point, il y a effectivement un engagement à tous les niveaux, tant au niveau politique, comme je l'ai mentionné plus tôt, qu'au niveau des fonctionnaires, qui travaillent fort pour aider les agriculteurs canadiens, ainsi que pour résoudre ce différend avec la Chine.

Bien sûr, nous avons aussi nos options en matière de litiges à notre disposition. Nous continuons de défendre cette cause devant l'OMC, en défendant les droits et les intérêts des parties prenantes canadiennes. Il s'agit d'une approche à plusieurs volets. Malheureusement, il n'est pas possible de fixer un échéancier précis, mais je peux vous assurer que les efforts sont là et que tout le monde travaille très fort. Nos deux ministères travaillent main dans la main pour essayer de faire avancer ce dossier dans l'intérêt supérieur des parties prenantes canadiennes.

Steven Bonk: Je sais qu'il a beaucoup été question de conclure de nouveaux accords commerciaux avec la région indo-pacifique de l'Asie. En comité plénier, je crois que c'était le 10 juin, j'ai demandé au ministre du Commerce international avec quels pays nous envisagions actuellement d'élargir nos relations commerciales, et il a dit qu'ils avaient conclu des négociations avec l'Équateur et l'Indonésie.

J'ai envoyé une demande au ministre de l'Agriculture pour savoir avec quels pays nous traitons directement et quelles sont les valeurs d'exportation proposées que nous recevrons. La réponse est qu'il n'y a pas de réponse à la question que j'ai posée. Je me demandais simplement si vous pouviez clarifier ce point précis.

Tom Rosser: Monsieur le président, je peux peut-être donner une première réponse, et je devrais commencer par dire que je ne suis pas précisément au courant de l'enquête à laquelle il fait référence.

Il est vrai que des négociations ont été conclues avec l'Indonésie et l'Équateur au cours des derniers mois. Les prochaines étapes seront la signature et la ratification de ces traités, ce qui impliquera un processus parlementaire. Je cite de mémoire, mais si je me souviens bien, l'Indonésie représente déjà un marché d'exportation d'environ 2 milliards de dollars par année pour l'industrie agroalimentaire canadienne. Il peut être difficile d'estimer précisément dans quelle mesure cela augmentera une fois que l'accord commercial entrera en vigueur, mais cela améliorera certainement considérablement l'accès au marché pour un certain nombre de produits agricoles différents.

Le président: Nous allons nous arrêter ici. Merci beaucoup. Nous allons passer aux cinq dernières minutes de cette série de questions.

Madame Dandurand, à vous la parole pour les cinq prochaines minutes.

[Français]

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je suis très heureuse d'être ici, car il y a énormément de production agricole dans ma circonscription. Je suis donc heureuse d'avoir l'occasion d'entendre de votre part ce qui se passe dans nos échanges internationaux, parce qu'une bonne partie de notre production agricole est forcément exportée. En effet, le Canada étant un très grand producteur, sa population ne peut évidemment pas manger tout ce qu'il produit. Le pays est un grenier pour le monde et nous avons une agriculture durable et de qualité, ce qui est vraiment une source de fierté.

J'aimerais que vous nous parliez un peu du secteur du porc, parce qu'il est touché par des droits de douane de la Chine. Dans ma circonscription, il y a une soixantaine de producteurs de porc. On sait aussi qu'environ 80 % de notre production de porc est exportée, dont 25 % le sont vers la Chine, si je ne me trompe pas. Il y a donc vraiment lieu de s'inquiéter de la façon de remplacer ce marché. De plus, certains morceaux de viande ne sont généralement consommés qu'en Chine.

Que peut-on faire pour améliorer la situation ou pour diversifier nos marchés? Qui peut-on cibler? Des programmes comme Agri-marketing permettent-ils vraiment d'avoir de nouveaux débouchés pour les producteurs de porc du Québec, par exemple?

Tom Rosser: Je vous remercie de votre question.

Vous avez tout à fait raison de dire que la Chine est un marché important pour l'industrie porcine du Canada. C'est aussi un marché qui a une valeur pour certaines coupes de porc qui en ont beaucoup moins dans d'autres marchés. C'est un défi de remplacer la Chine, et c'est pour cela que nous avons établi un bureau à Manille. Ce bureau nous permettra d'aider le secteur agroalimentaire à exploiter d'autres marchés dans la région indo-pacifique.

Il est aussi vrai que le secteur porcin reçoit un financement important du programme Agri-marketing. L'augmentation du financement des programmes, cela va créer des occasions pour accroître les efforts de ce secteur sur la scène internationale.

● (1630)

Marianne Dandurand: Merci beaucoup.

Vous avez parlé de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Si je ne me trompe pas, cela a été lancé en novembre 2022. Depuis ce temps, le premier bureau d'Agriculture et Agroalimentaire Canada en Indo-Pacifique a ouvert ses portes à Manille.

Ma question s'adresse aux représentants du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.

Pouvez-vous nous donner une mise à jour sur la façon dont cela fonctionne? Quels résultats observez-vous? Quel secteur agricole, notamment au Québec, pourrait profiter du bureau de Manille?

Christine Moran: Merci, madame Dandurand.

Le bureau est là pour tous les producteurs.

[Traduction]

Nous constatons de bons succès dans la transformation à valeur ajoutée, par exemple.

Comme mon collègue l'a souligné, il y a un intérêt particulier à examiner de nouveaux marchés et à les remplacer, mais aussi à tirer parti des accords commerciaux que nous avons mis en œuvre. Le bureau, en très peu de temps, a soutenu beaucoup d'activités. Je crois qu'un rapport sera publié très bientôt sur la mise en œuvre récente de la stratégie, qui soulignera certaines de ces réussites, non seulement dans le secteur des céréales et des oléagineux, mais aussi dans celui de la viande, de la transformation à valeur ajoutée, et ainsi de suite.

L'une des choses que ce bureau nous permet de faire en ayant cette présence sur le terrain, c'est de maintenir un dialogue très constant avec les organismes de réglementation importateurs et d'intégrer beaucoup d'autres activités liées aux salons commerciaux, aux conférences et aux discussions multidisciplinaires pour permettre à l'excellence canadienne en agriculture de briller.

Nous constatons de très bons résultats. Je pense que nos collègues des autres ministères voient les réussites de ce bureau comme une occasion à saisir pour d'autres secteurs également, parce que cela fonctionne.

[Français]

Marianne Dandurand: Merci.

Monsieur Rosser, j'aimerais savoir quel genre d'aide le ministère des Finances a apportée jusqu'à maintenant aux producteurs agricoles pour faire face aux droits de douane. J'aimerais avoir une brève réponse, s'il vous plaît.

Tom Rosser: On en a déjà discuté. De nombreux programmes ciblent directement le secteur du canola. Des changements ont aussi été apportés à des programmes de gestion des risques. Enfin, de façon générale, des programmes destinés aux entreprises ont été touchés par les droits de douane. Ces programmes ne ciblent pas directement le secteur agroalimentaire.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup à tous.

Je remercie nos témoins de s'être joints à nous aujourd'hui. Nous vous sommes reconnaissants de nous avoir accordé du temps.

J'aimerais maintenant conclure et prendre quelques minutes pour suspendre la séance afin de permettre à tout le monde de faire la queue pour le prochain tour. Ensuite, nous poursuivrons jusqu'à environ 17 h 40, si cela vous convient.

Je vous remercie.

● (1630)

(Pause)

● (1640)

Le président: Bon retour à tous.

Je crois que des représentants de huit organisations différentes se joignent à nous aujourd'hui. Je souhaite garder du temps pour que les députés puissent poser des questions, alors j'aimerais poursuivre pendant une heure jusqu'à 17 h 45, si tout le monde est d'accord.

J'ai dit au départ que chaque organisation disposerait de trois minutes. Je vais réduire le temps de parole à deux minutes et demie par exposé. Plutôt que d'indiquer la personne exacte — je sais que certains groupes comptent deux ou trois personnes —, je vais simplement mentionner l'organisation, et vous déciderez comment vous répartirez les deux minutes et demie entre vous.

Nous allons commencer par les deux représentants de la Canadian Canola Growers Association.

Bienvenue.

Rick White (président-directeur général, Canadian Canola Growers Association): Je vous remercie de m'avoir invité à comparaître aujourd'hui.

Je m'appelle Rick White, et je suis président-directeur général de la Canadian Canola Growers Association, ou CCG. À titre d'association nationale des 40 000 producteurs de canola du Canada, CCG défend les intérêts de ces derniers face aux enjeux, aux politiques et aux programmes qui ont une incidence sur la réussite de leurs exploitations agricoles.

Le canola contribue fortement à la viabilité économique des fermes familiales et de nos collectivités rurales. En 2024, le canola

est demeuré la principale source de revenus agricoles pour nos producteurs, générant 12,9 milliards de dollars et représentant 25 % de leurs recettes totales tirées des cultures. Chaque année, le secteur du canola apporte 43,7 milliards de dollars à l'économie canadienne et soutient 200 000 emplois. Je ne saurais trop insister sur l'importance de cette question pour les producteurs de canola et sur l'incertitude qui plane sur leur capacité à commercialiser leur récolte de 2025, qui bat son plein en ce moment même.

Comme 90 % de notre canola est exporté sous forme de graines, d'huile ou de tourteau, les producteurs de canola comptent sur le commerce international pour assurer la viabilité de leurs exploitations. La Chine est notre plus grand marché pour les graines de canola, notre deuxième marché en importance pour le tourteau de canola et, parfois, un marché très important pour l'huile de canola. En 2024, les exportations canadiennes de graines, d'huile et de tourteau de canola vers la Chine ont été évaluées à environ 4,9 milliards de dollars.

Perdre un marché est toujours préoccupant, mais perdre notre deuxième marché en importance et notre plus grand marché des semences est particulièrement inquiétant. Alors, de quoi les agriculteurs ont-ils besoin? Le plus urgent pour l'ensemble de l'industrie du canola est la réouverture du marché chinois. C'est ce dont nous avons besoin. Nous sommes encouragés par les récentes démarches auprès de notre industrie aux plus hauts échelons et les efforts déployés par les fonctionnaires fédéraux et provinciaux pour engager le dialogue en Chine et collaborer avec ce pays. Toutefois, si le marché ne peut être rouvert dans un avenir très proche, le gouvernement devra être prêt à indemniser les producteurs de canola de manière proportionnelle aux pertes qu'ils ont subies à la suite de la fermeture du marché chinois. De plus, le gouvernement peut soutenir les efforts de diversification de l'industrie du canola. Par exemple, la diversification des marchés grâce aux biocarburants constitue une priorité stratégique de longue date pour notre industrie.

Au-delà des défis avec la Chine, la renégociation imminente de l'ACEUM avec les États-Unis retient toute notre attention, car nos voisins du Sud représentent notre plus grand marché. Ce qui accentue l'incertitude que ressentent les producteurs de canola à l'heure actuelle, c'est le fait qu'en 2024, les États-Unis et la Chine ont représenté environ 87 % de la valeur totale de nos exportations de canola. Il ne fait aucun doute que la rentabilité des producteurs de canola passe par nos relations commerciales avec les États-Unis et la Chine.

● (1645)

Le président: Je vous remercie beaucoup, et je vous suis vraiment reconnaissant d'être des nôtres aujourd'hui.

Je vais céder la parole à l'Association canadienne des bovins. Vous avez deux minutes et demie.

Tyler Fulton (président, Association canadienne des bovins): Je tâcherai d'être bref. Je vous remercie de me donner l'occasion de témoigner.

Je m'appelle Tyler Fulton. Je suis un éleveur de bovins de boucherie à Birtle, au Manitoba. Je suis actuellement président de l'Association canadienne des bovins.

Par l'entremise de nos membres provinciaux, nous représentons environ 60 000 producteurs de bœuf. Au total, l'industrie canadienne du bœuf contribue chaque année pour environ 34 milliards de dollars au PIB du Canada et soutient près de 347 000 emplois à temps plein.

Le secteur du bœuf en Amérique du Nord est fortement intégré. Pour vous donner un exemple, un veau né aux États-Unis peut être élevé au Canada, puis renvoyé aux États-Unis pour y être transformé, ou vice versa. Cette intégration a permis de créer des chaînes d'approvisionnement qui sont non seulement efficaces, mais résilientes. Tout le monde y trouve son compte: les producteurs, les transformateurs et les consommateurs des deux pays.

Je peux vous donner d'autres exemples d'intégration. Un facteur essentiel de notre réussite intégrée tient à l'accès illimité et exempt de droits de douane pour le bœuf canadien et américain, ce qui a été instauré aux termes de l'accord de libre-échange de 1989, puis reconduit dans l'ALENA et maintenant dans l'ACEUM. Le commerce de bétail et de viande bovine entre les deux pays se fait donc sans entrave tarifaire.

Cela dit, nous avons été brièvement exposés aux droits de douane américains en mars, avant l'annonce de l'exemption de conformité à l'ACEUM. Le droit de douane s'élevait à 40 000 \$ par chargement de bétail, ce qui représentait un coût total de 800 000 \$ pour un seul producteur en deux jours. Si ces droits de douane avaient été appliqués pendant toute une année, ils auraient coûté 500 millions de dollars à l'industrie et auraient probablement fait baisser d'environ 15 % les prix du bétail canadien.

Par-dessus tout, les États-Unis représentent le marché le plus important pour l'industrie bovine. Bien que la diversification soit également essentielle pour les secteurs axés sur l'exportation, il importe de reconnaître que tous les autres marchés, pris ensemble, ne pourront pas remplacer le marché américain pour notre industrie, justement en raison des chaînes d'approvisionnement intégrées.

Nous élargissons tout de même nos échanges commerciaux avec l'Asie. Nous sommes très optimistes quant au potentiel de croissance du marché du bœuf de haute qualité, nourri au grain, dans la région indo-pacifique. Le Japon et le Vietnam, en particulier, figurent parmi les marchés qui connaissent la croissance la plus rapide. L'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste, ou PTPGP, nous a permis de bénéficier d'un accès préférentiel. La Corée du Sud a le potentiel...

Le président: Je vais devoir vous arrêter ici. Je suis désolé.

Nous passons maintenant au Conseil des viandes du Canada. Vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Sylvain Fournaise (vice-président, Conseil des viandes du Canada): Bonjour.

Je vous remercie beaucoup de votre invitation.

Je représente le Conseil des viandes du Canada, dont je suis le vice-président. Je suis également le vice-président d'Olymel.

Comme vous le savez, le Conseil des viandes représente un grand nombre d'établissements de transformation de la viande, tous titulaires d'un permis fédéral, ce qui permet l'exportation.

[Traduction]

Nos membres comptent parmi les plus grandes entreprises du secteur de la transformation des aliments. Ensemble, ils génèrent plus de 32 milliards de dollars en ventes annuelles et soutiennent près de 300 000 emplois à l'échelle nationale.

[Français]

Nos membres transforment environ 90 % du porc et du bœuf canadiens. Nous représentons des membres qui font de l'exportation.

L'incidence des droits de douane américains sur l'industrie de la viande rouge canadienne est très importante puisque les Américains reçoivent environ 50 % de nos exportations. L'industrie nord-américaine de la viande est l'une des industries les plus intégrées globalement. Elle représente près de 16 milliards de dollars en ventes et en marchés avec d'autres pays.

Pour ce qui est de la Chine, elle demeure un marché important, unique et stratégique. Au cours des cinq dernières années, ce pays a représenté 20 % des exportations canadiennes de porc. Le volume des exportations et l'accès au marché chinois ont été instables.

Depuis 2019, le bœuf canadien en a été en grande partie exclu. Avant cette exclusion, le marché chinois se classait au cinquième rang des marchés du bœuf canadien, ce qui représentait près de 100 millions de dollars par année.

En ce qui a trait au porc, le tarif de 25 % continue de nuire à la compétitivité du Canada, réduisant en moyenne les marges des transformateurs de 8,80 \$ par porc, ce qui représente près de 177 millions de dollars de pertes annuelles pour notre secteur. J'ajoute que nous absorbons ces coûts directs à cause de différends commerciaux liés au soutien d'autres industries.

Pour Olymel seulement, on s'attend à ce que les droits de douane fassent chuter les profits de 17 millions de dollars pour l'exercice 2025. Si les conditions actuelles persistent, la baisse pourrait atteindre 30 millions de dollars pour les 12 mois de 2026.

Ces tarifs surviennent à un moment où le secteur du porc frais fait déjà face à d'importants défis. En conséquence, nous risquons de retarder les investissements prévus. Finalement, nous pourrions être forcés de prendre des décisions difficiles en vue de limiter nos pertes. Les sommes résultant de l'imposition des tarifs sont puisées directement et uniquement dans les poches des transformateurs.

Comme vous pouvez le constater...

● (1650)

[Traduction]

Le président: Je regrette, mais je vais devoir vous arrêter ici.

Chers témoins, je suis désolé de vous bousculer. Il y a beaucoup de gens qui voulaient venir témoigner aujourd'hui, alors j'essaie de trouver du temps pour tout le monde. La partie la plus importante sera celle des questions adressées à vos secteurs respectifs, et vous pourrez alors fournir encore plus de renseignements. Je vous remercie de votre patience.

Nous allons passer au Conseil canadien du porc.

[Français]

René Roy (président, Conseil canadien du porc): Bonjour.

Monsieur le président, je vous remercie de cette invitation.

Je remercie également tous les membres du Comité de me permettre de travailler avec eux à cette question.

Je m'appelle René Roy, je suis un producteur de porc au Québec et le président du Conseil canadien du porc.

[Traduction]

Permettez-moi de vous présenter brièvement trois effets des droits de douane sur notre secteur, effets que nous avons ressentis de manière directe et indirecte.

Premièrement, la Chine a imposé un droit de douane de 25 % sur les produits de porc, et cette perte a eu des répercussions sur les producteurs et les transformateurs. Les droits de douane imposés par les États-Unis, bien que de courte durée pour nos produits et nos animaux vivants, ont également eu une incidence. Nous poursuivons l'analyse comptable de ces effets en collaboration avec les gouvernements fédéral et provinciaux.

Deuxièmement, nos producteurs doivent assumer des coûts plus élevés pour certains intrants et pour la machinerie agricole, entre autres, à cause des droits de douane sur des intrants comme l'aluminium, l'acier et d'autres produits. En effet, les producteurs des deux côtés de la frontière absorbent les coûts liés à ces mesures.

Troisièmement — et c'est peut-être ce qui a la plus grande incidence —, l'incertitude créée nuit aux investissements futurs. Il est difficile pour les producteurs de planifier l'avenir sans connaître à l'avance les règles du jeu. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement de négocier un ACEUM libre et équitable afin que nous puissions mieux comprendre et exploiter pleinement le contexte commercial dans lequel nous évoluerons. Par ailleurs, nous tenons à saluer l'engagement du gouvernement fédéral à fournir un certain soutien, notamment par la bonification du programme Agri-marketing, même si nous estimons qu'un appui supplémentaire sera nécessaire.

Certains producteurs sont actuellement au Japon. Nous poursuivons nos efforts pour diversifier notre marché. Le Japon constitue aujourd'hui notre principal client parce que nous avons changé la façon dont nous procédons avec notre industrie. Comme vous le savez, nous exportons environ 70 % de nos produits de porc dans le monde. Le commerce est certainement d'un grand intérêt pour nous et a des répercussions considérables sur notre secteur, tant sur le plan tactique que stratégique.

Je vous remercie. Je suis prêt à répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup. Je vous en suis reconnaissant.

Nous passons maintenant au Conseil canadien du canola.

Vous avez deux minutes et demie.

Chris Davison (président-directeur général, Conseil canadien du canola): Merci beaucoup.

Je m'appelle Chris Davison. Je suis président-directeur général du Conseil canadien du canola.

Le Conseil est une organisation nationale de chaîne de valeur qui représente environ 40 000 producteurs de canola ainsi que des exportateurs, des transformateurs et des entreprises en sciences de la vie. Comme vous l'avez entendu il y a quelques minutes, notre industrie génère une activité économique directe, indirecte et induite de 43,7 milliards de dollars chaque année et soutient plus de 200 000 emplois dans tout le pays, dont les salaires s'élèvent à

16 milliards de dollars. Le canola est également l'une des principales sources de recettes monétaires agricoles.

Le commerce international est essentiel à la réussite de l'industrie. La grande majorité des produits à base de canola sont destinés aux marchés internationaux, avec des exportations totalisant 14,5 milliards de dollars en 2024.

Comme vous le savez, nous sommes actuellement exclus de notre deuxième marché d'exportation en importance, la Chine, qui se chiffrait à 4,9 milliards de dollars en 2024. C'est en raison d'une enquête chinoise anti-discrimination, qui a entraîné l'imposition de droits de douane de 100 % sur l'huile et la farine de canola canadiens en mars cette année. S'en est suivi un droit antidumping préliminaire de 75,8 % sur les graines de canola annoncé en août dernier. L'enquête antidumping de la Chine est en cours et a récemment été prolongée jusqu'en mars 2026.

Bien qu'il soit encore relativement tôt pour se prononcer sur l'imposition de ces droits de douane, l'élimination d'une demande de l'ampleur de la Chine a des répercussions généralisées sur l'industrie, à la ferme comme tout au long de la chaîne de valeur. Comme vous l'avez entendu, les agriculteurs procèdent à la récolte pour cette année, mais leur avenir est incertain. Quelles seront leurs possibilités de commercialisation pour la récolte de l'année? Quel prix recevront-ils si ces tarifs restent en vigueur pendant longtemps? Quelles sont les répercussions sur leurs liquidités et leurs activités agricoles courantes?

L'incertitude et l'imprévisibilité que vivent les agriculteurs s'étendent à toute la chaîne de valeur du canola, y compris aux transformateurs et aux exportateurs, dont l'infrastructure et les actifs ne sont pas pleinement utilisés. Les coûts s'en ressentiront. Ce n'est pas rentable, et c'est à un moment où l'industrie investit beaucoup, notamment pour augmenter considérablement la capacité nationale de transformation du canola.

Même si nous sommes chanceux que le canola canadien et ses produits aient une solide réputation et que d'autres marchés veulent ce que nous produisons pour diverses raisons, on ne peut pas s'attendre à ce qu'ils assurent l'intégrité de l'industrie canadienne du canola, sur les plans du volume ou de la valeur, compte tenu de la demande perdue avec la fermeture du marché chinois.

Je vous remercie.

• (1655)

Le président: Merci beaucoup. Il vous restait 30 secondes. Je vous en suis reconnaissant.

Nous accueillons Mme Farrell, d'Aliments et boissons Canada.

Kristina Farrell (présidente-directrice générale, Aliments et boissons Canada): Je vous remercie.

La fabrication d'aliments et de boissons est le plus grand secteur manufacturier et employeur manufacturier du Canada, et compte plus de 318 000 Canadiens. Lorsque nous parlons de cette industrie, il s'agit du gagne-pain de centaines de milliers de familles et de la stabilité de l'approvisionnement alimentaire sur lequel les Canadiens comptent.

Le plus grand défi pour nous aujourd'hui est l'accès imprévisible à notre marché le plus important, les États-Unis. Environ 80 % des exportations agroalimentaires canadiennes vont au sud de la frontière. Nos chaînes d'approvisionnement sont si étroitement intégrées que même les petites secousses ont rapidement un effet domino. Même si nous apprécions les efforts du gouvernement, de nombreux programmes qui visent actuellement à soutenir notre industrie ne sont toujours pas à la hauteur. Trop souvent, ces programmes sont d'une portée limitée, sont lents à déployer et sont trop complexes pour que les petites entreprises puissent en profiter, ou leurs critères excluent des entreprises qui font partie intégrante de nos chaînes d'approvisionnement. Ainsi, de nombreux fabricants n'ont pas de soutien significatif.

Nous étions ravis de voir le fonds de transformation national dans le programme du Parti libéral. Toutefois, avec tout le respect que je vous dois, 200 millions de dollars ne suffisent tout simplement pas à soutenir la plus grande industrie manufacturière du Canada. Pour de nombreuses entreprises, les coûts de fonctionnement annuels se chiffrent en millions de dollars, ce qui signifie que ce fonds risque de rapidement crouler sous les demandes. De même, l'Initiative régionale de réponse tarifaire est un pas dans la bonne direction, mais ses restrictions aux entreprises de moins de 500 employés excluent bon nombre des grands fabricants qui assurent la capacité nationale de production alimentaire du Canada.

Compte tenu des besoins d'investissement de notre industrie et des lacunes que présentent les programmes actuels, nous espérons que le Fonds de réponse stratégique nouvellement annoncé accordera la priorité à notre industrie et aux entreprises, petites et grandes. Le soutien de cette industrie est essentiel non seulement pour assurer la souveraineté alimentaire du Canada, mais aussi pour nous permettre de soutenir la concurrence des importations, de diversifier nos marchés d'exportation et de saisir de nouvelles occasions internationales.

Nous convenons que la diversification des marchés est importante, mais le renforcement de la compétitivité nationale doit s'inscrire dans cette stratégie. Il faut donc s'attaquer aux principaux défis structurels — notamment les pénuries de main-d'œuvre, en prolongeant les permis de travail qui arrivent à échéance, en assurant des voies d'accès à la résidence permanente et en garantissant notre accès au Programme des travailleurs étrangers temporaires; et les fardeaux réglementaires, en réduisant les règlements redondants ou désuets qui entraînent des coûts et des retards inutiles —, en fournissant des investissements et des aides, et en évitant de nouvelles sources d'incertitude nationale, comme veiller à ce que les aliments soient exemptés du projet de loi C-5.

Une industrie nationale de transformation concurrentielle est ce qui permet au Canada d'ajouter de la valeur à son agriculture primaire, de fournir des aliments de qualité et abordables aux Canadiens et de résister aux perturbations commerciales. Sans cela, nous risquons de perdre sur les plans de la capacité, des emplois et de la résilience.

Je vous remercie.

Le président: Il vous restait 10 secondes. Merci beaucoup. Je vous en suis reconnaissant.

Nous passons maintenant à M. Cherewyk, qui représente Pulse Canada.

Greg Cherewyk (président, Pulse Canada): Bonjour, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité. Je

vous remercie de me donner l'occasion de comparaître aujourd'hui au nom des 26 000 agriculteurs canadiens et plus de 100 entreprises composant l'industrie canadienne des légumineuses.

Le Canada représente près du tiers du commerce mondial des légumineuses. Plus de 85 % de ce que nous produisons est exporté. En termes simples, notre secteur ne peut pas survivre sans un libre accès aux marchés internationaux. Les droits de 100 % institués par la Chine à titre de rétorsion ont eu de profondes conséquences sur l'industrie canadienne des légumineuses. La Chine est un marché essentiel pour nous depuis le milieu des années 1990. Après que l'Inde a restreint ses importations en 2017, la Chine est devenue notre plus grande acheteuse.

Au fil des décennies, le travail des agriculteurs et le commerce ont transformé ce marché, qui est passé de 20 000 tonnes à plus de deux millions. Au cours des cinq dernières années, nous avons expédié 3,7 milliards de dollars de pois canadiens à nos clients en Chine. Grâce à nos efforts, ils préfèrent largement les pois canadiens. Cependant, le tarif de 100 % est trop élevé pour eux. Ils sont obligés de se tourner vers nos concurrents dans la région de la mer Noire.

En réalité, il ne sera pas facile de récupérer ce marché. Même si nous entendons souvent dire que l'industrie devra se diversifier, permettez-moi de dire clairement qu'il n'y a pas de solution de rechange immédiate qui puisse remplacer des ventes de cette ampleur. Une toute nouvelle demande prend des années à s'installer.

Depuis l'annonce du tarif, le prix des pois jaunes a chuté de 43 %, et celui des pois verts, de 50 %. Ces faibles prix, qui s'ajoutent à une stagnation et à l'absence d'autres marchés facilement accessibles, ont entraîné une perte nette estimée à 637 millions de dollars à la ferme. Ce chiffre augmente de jour en jour. Pour de nombreux producteurs, c'est la différence entre rentrer dans ses frais et tomber dans le rouge. Les entreprises qui ont investi dans des installations qui transforment l'une des plus grandes cultures de légumineuses du Canada ont maintenant un volume incertain. Les mesures de soutien sous forme de prêts ne sont vraiment pas la solution.

Monsieur le président, imaginez que vous subissiez une réduction de salaire de 50 % à votre emploi et qu'on vous offre la possibilité de contracter un prêt pour combler le manque à gagner. Nos agriculteurs vous diraient qu'ils veulent remettre l'accent sur l'ouverture de leur marché. L'industrie canadienne des légumineuses ne peut plus se permettre d'être victime collatérale d'un conflit qui n'a rien à voir avec nos produits. L'idée que les agriculteurs puissent cultiver autre chose et le vendre ailleurs trahit un manque de compréhension de l'agriculture canadienne et de ses marchés.

Le secteur des légumineuses est résilient, et nous sommes déterminés à remplir notre rôle de fournisseur fiable d'aliments durables et de grande qualité, mais nous ne pouvons pas y arriver seuls. Pour être efficace, le gouvernement doit se faire le champion d'une politique commerciale qui protège le gagne-pain des agriculteurs canadiens.

Aujourd'hui, nous demandons au Parlement et au gouvernement du Canada d'agir avec plus d'empressement pour rétablir l'accès et la stabilité du milieu agricole.

• (1700)

Le président: Je vous remercie.

Notre dernier témoignage sera apporté par les représentants de l'Union des producteurs agricoles, notamment M. Caron et David Tougas, je crois.

[Français]

Martin Caron (président général, Union des producteurs agricoles): Merci, monsieur le président.

Je remercie également les députés de la Chambre.

Je m'appelle Martin Caron. Je suis le président général de l'Union des producteurs agricoles, ou UPA. Je suis producteur de lait, de céréales et de légumes de transformation.

L'UPA, c'est 42 000 productrices et producteurs agricoles qui exploitent 29 000 entreprises agricoles partout au Québec, dans chacune de nos régions et de nos ruralités.

L'année 2025 est marquée par une succession de déclarations chocs, de sursis et de revirements de l'administration Trump, qui a finalement imposé des droits de douane à plusieurs pays. Le secteur agricole canadien a été largement exempté grâce à l'ACEUM, soit l'Accord Canada-États-Unis-Mexique. Toutefois, le secteur du bois d'œuvre n'y a pas échappé, ce qui a touché particulièrement les producteurs de bois de forêts privées.

Le 5 août 2025, le premier ministre Carney a dévoilé un plan de 1,2 milliard de dollars pour soutenir l'économie forestière, les droits de douane sur le bois d'œuvre canadien ayant récemment doublé. Par contre, il faut mentionner que nos producteurs forestiers privés n'ont pas accès aux mesures prévues.

D'autre part, les contre-droits de douane imposés par Ottawa sur des marchandises américaines, dont plusieurs intrants agroalimentaires, ont aussi pesé lourd. Le retrait de septembre a été bien accueilli.

Je prends un moment pour remercier tous les élus d'avoir adopté le projet de loi C-202 protégeant la gestion de l'offre. En adoptant ce projet de loi, le Canada a lancé un signal clair à l'endroit des producteurs canadiens, de la communauté internationale et de nos partenaires commerciaux, qui protègent sans hésiter, eux aussi, les secteurs sensibles. Il suffit de penser aux secteurs du sucre et du coton, aux États-Unis, ou à celui du riz, au Japon.

Maintenant, parlons des droits de douane imposés par la Chine. Comme l'a mentionné M. Davison, la production de canola au Québec est beaucoup moins importante que celle de l'Ouest canadien et provient surtout de quelques régions, soit le Saguenay—Lac-Saint-Jean, l'Abitibi-Témiscamingue et le Bas-Saint-Laurent. Adapté à nos régions nordiques, le canola offre une option là où le soja et le maïs sont peu présents.

Ces dernières années, cette récolte a été profitable pour les trois régions que je viens de mentionner. Par contre, les droits de douane imposés cette année ont eu une incidence directe sur les semis.

Depuis mars, la Chine impose une surtaxe de 25 % sur le porc canadien. D'ailleurs, comme M. Roy l'a mentionné, cette décision fragilise le marché des exportations stratégiques et entraîne un besoin accru de soutien et de diversification. Rappelons que le secteur porcin a été durement touché en 2019.

Le canola, tout comme le porc, n'a rien à voir avec les véhicules électriques.

• (1705)

[Traduction]

Le président: Pouvez-vous conclure, monsieur? Je vous en remercie.

Je m'excuse encore une fois que nous ayons été forcés de limiter votre temps de parole. Nous vous sommes cependant reconnaissants d'avoir apporté vos témoignages aujourd'hui.

Nous allons maintenant entamer la première série d'interventions de six minutes en donnant la parole à M. Barlow du Parti conservateur.

John Barlow: Merci, monsieur le président.

Je remercie également nos témoins d'avoir été très accommodants. Je sais qu'il est inhabituel d'inclure sept ou huit personnes dans un même groupe d'experts, mais nous voulons tenter d'en accueillir un nombre aussi grand que possible.

Je vais poser des questions auxquelles il est possible de répondre rapidement, et je vais demander aux témoins de me donner rapidement des réponses très concises, dans la mesure du possible, afin de me permettre d'optimiser mon temps de parole.

Je pose à M. Roy, qui représente le Conseil canadien du porc, la question suivante: le gouvernement libéral vous a-t-il trouvé ou fourni des marchés supplémentaires qui pourraient remplacer le marché chinois, que vous avez perdu à cause des droits de douane?

René Roy: Il est impossible de remplacer le marché chinois, car c'est un marché très particulier et très important pour nous. Nous travaillons d'arrache-pied en ce sens, mais cette tâche est vraiment difficile à accomplir en raison du type de marché dont il s'agit.

John Barlow: Je vous remercie de votre réponse.

Monsieur Fulton, en ce qui concerne le bétail, le premier ministre était récemment en Europe pour signer des protocoles d'entente. Dans l'un ou l'autre de ces protocoles, ou dans le cadre du nouvel accord de libre-échange avec le Royaume-Uni, a-t-on pris des mesures pour permettre aux producteurs de bœuf canadien d'avoir accès aux marchés de l'Union européenne ou du Royaume-Uni, par exemple en éliminant les barrières commerciales non tarifaires liées au lavage des carcasses ou aux hormones?

Tyler Fulton: Non. Nous faisons toujours face aux mêmes barrières non tarifaires qui nous posent des problèmes depuis la signature de l'AECG.

John Barlow: Je vous remercie de votre réponse.

Monsieur Cherewick, vous avez déclaré que, du côté des pois, la Chine représentait un énorme marché. En même temps, nous avons eu des problèmes avec l'Inde. Le gouvernement libéral a-t-il trouvé d'autres marchés qui pourraient remplacer ceux de la Chine et de l'Inde pour les producteurs de pois canadiens?

Greg Cherewyk: La Chine et l'Inde représentent 81 % des exportations canadiennes de pois. Il est tout simplement impossible de remplacer l'un ou l'autre de ces pays. Un programme d'exportation de 1,5 million de tonnes de pois vers la Chine ne peut être remplacé par aucune exportation vers un autre marché à court terme.

John Barlow: Je vous remercie de votre réponse.

Je tiens simplement à attirer votre attention sur ces problèmes. Certains d'entre vous ont peut-être entendu les témoignages du groupe d'experts tout à l'heure. Le gouvernement et les hauts fonctionnaires ont souligné l'importance de diversifier les marchés et ont mentionné qu'ils avaient tous ces nouveaux marchés pour les produits agricoles canadiens. Cependant, lorsque nous leur avons demandé de nommer des pays précis, aucun d'entre eux n'a été en mesure d'en citer même un.

En fait, nous avons fait inscrire une question au Feuilleton, et je voudrais citer exactement cette question:

En ce qui concerne les mesures gouvernementales visant à ouvrir les marchés agricoles de l'Asie du Sud-Est aux produits canadiens: quelles sont les quantités et la valeur en dollars des produits agricoles canadiens que le gouvernement prévoit d'exporter du Canada au cours des cinq prochaines années, ventilées par produit et par pays?

La réponse d'Agriculture et Agroalimentaire Canada a été la suivante: « Agriculture et Agroalimentaire Canada [...] ne possède pas les renseignements prévus demandés concernant l'Asie du Sud-Est. »

Je trouve cela très difficile à accepter, car le gouvernement insiste sur l'importance de diversifier les marchés en raison des difficultés que nous éprouvons à commercer avec le Royaume-Uni, l'Union européenne et la Chine, mais il ne dispose d'aucune donnée sur l'éventuel accès à de nouveaux marchés. Il ne cesse d'en parler, mais il n'a rien fait pour établir ne serait-ce qu'une prévision du potentiel existant.

De plus, il y a quelques mois à peine, Agriculture et Agroalimentaire Canada a publié son auto-évaluation des résultats que le ministre a obtenus au cours des trois dernières années en matière de promotion du commerce et des politiques du gouvernement au moyen de négociations, d'accords et de discussions. Son objectif ministériel à cet égard était de 80 %, et il s'est attribué une note de 90 % en ce qui concerne son taux de réussite en matière de promotion de la politique commerciale du gouvernement au moyen de négociations, d'accords et de discussions. Compte tenu de tout ce dont nous avons discuté aujourd'hui, je ne connais personne qui s'attribuerait une note de 90 % pour ces résultats.

Je vais peut-être commencer par vous interroger, monsieur White. Approuvez-vous cette auto-évaluation qui attribue au ministre un taux de réussite de 90 %?

Rick White: Non, je ne peux pas envisager une telle note du point de vue du canola. Non, une note de 90 % n'a pas de sens du point de vue du canola.

• (1710)

John Barlow: Monsieur White, je vais peut-être continuer à vous interroger pendant que vous êtes là.

Quelle a été l'incidence de la crise du canola de 2019, quand nous avons connu une situation semblable par rapport à la Chine? Avez-vous une idée des répercussions économiques que pourrait avoir cette dernière guerre tarifaire?

Rick White: Je vais répondre à votre question aussi rapidement que possible.

En 2019, nous avons également fait face à cette situation, et cela ne remonte pas à très longtemps. C'était il y a six ans seulement. À cette époque, les exportations de graines vers la Chine sont passées de 2,8 milliards de dollars en 2018, c'est-à-dire avant l'imposition des restrictions, à 800 millions de dollars l'année suivante, en 2019.

Elles ont ensuite atteint 1,4 milliard de dollars en 2020 et 1,8 milliard de dollars en 2021.

Je n'ai pas calculé l'effet économique total de cet événement, mais le fait est que le marché s'est vraiment effondré pendant la première année et qu'il ne s'était même pas rétabli deux ans plus tard. Cet incident a eu beaucoup moins de répercussions que celles que nous prévoyons pour le moment. Dans le cas présent, nous estimons que nous serons privés de 5,9 millions de tonnes de canola demandé par la Chine. Si nous examinons le marché des contrats à terme, nous constatons que le prix par tonne touché par les agriculteurs a chuté d'environ 40 \$, et il faut ajouter à cela 40 \$ par tonne pour la base. Cela représente pour le moment une perte d'environ 80 \$ par tonne. À l'heure actuelle, les agriculteurs essuient donc une perte estimée à 1,6 milliard de dollars pour 20 millions de tonnes.

John Barlow: Je vous remercie de vos réponses, monsieur White.

Chris Davison, disposeriez-vous de chiffres similaires pour votre association?

Chris Davison: Oui, pendant une période de 17 mois commençant en 2019, des travaux ont été réalisés qui ont montré que les répercussions provoquées par les ventes perdues et les prix réduits oscillaient entre 1,54 et 2,3 milliards de dollars. Comme M. White l'a mentionné, il s'agissait d'une fermeture partielle du marché, et nous avons donc observé une baisse des exportations de graines qui se situait entre 50 et 70 %.

Le président: Je vous remercie de votre intervention

Je remercie également nos témoins de leurs réponses.

Madame Chatel, vous avez la parole pendant six minutes.

[Français]

Sophie Chatel (Pontiac—Kitigan Zibi, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie tous nos témoins d'être ici pour discuter d'un sujet vraiment important et qui touche tout le secteur agricole à différents degrés, mais particulièrement nos producteurs de canola, de porc et de pois, comme on l'a entendu.

Je comprends parfaitement ce qu'a dit M. Cherewyk. Les droits de douane sont effectivement importants; c'est la principale source de préoccupation pour notre gouvernement et pour le secteur. C'est sûr que les droits de douane ne remplaceront pas la négociation. D'ailleurs, le Canada inscrit le libre-échange comme priorité absolue. Nous sommes le seul pays du G7 à avoir une entente de libre-échange avec tous les autres pays du G7. Cela démontre à quel point le libre-échange est important pour notre gouvernement et pour le pays.

J'ai entendu dire que la Compagnie pétrolière Impériale a une installation, à Strathcona, qui est capable d'utiliser la moitié de la production de canola, en Alberta. C'est une avenue intéressante. Le commerce mondial subit des turbulences qui sont là pour durer. C'est un moment très difficile pour tous les pays en ce domaine.

Parmi les solutions visant à faire croître l'économie canadienne, ce genre de production de biocarburant peut-il venir en aide au secteur?

J'aimerais entendre la réponse de M. White.

[Traduction]

Rick White: La production nationale de biocarburants au Canada est une politique de longue date de l'industrie du canola, en particulier pour les agriculteurs. Ce que les agriculteurs souhaitent, c'est que leur canola soit vendu sur le marché national des biocarburants afin d'atténuer notre forte dépendance vis-à-vis des marchés d'exportation à l'aide de la diversification. Il s'agit d'un marché que nous pourrions contrôler et développer, mais ce n'est pas encore le cas. Même si la société Imperial Oil a investi dans ce marché, nous ne voyons pas encore beaucoup de progrès à cet égard.

Nous expédions notre huile et nos produits partout dans le monde, comme aux États-Unis, dans l'Union européenne et dans d'autres pays qui les utilisent exactement de cette façon. Ils les broient ou les utilisent comme combustible. Nous devrions faire de même au Canada. En tant qu'agriculteurs, nous voulons que cette utilisation se réalise, mais cette initiative se heurte à quelques problèmes.

Chris Davison, qui représente le Conseil canadien du canola et qui est plus près des broyeurs, pourra expliquer plus en détail pourquoi cette utilisation ne se produit pas en ce moment.

• (1715)

[Français]

Sophie Chatel: Souhaitez-vous ajouter quelque chose, monsieur Davison?

[Traduction]

Chris Davison: Permettez-moi d'approfondir un peu ce sujet et de parler des opportunités qu'offre le marché national des biocarburants.

Comme l'a dit M. White, nous y voyons une excellente opportunité pour l'industrie canadienne du canola. Depuis 2022, plus de 2 milliards de dollars ont été investis dans cette industrie afin d'accroître la capacité de trituration au Canada. Le marché naissant, mais en pleine croissance des biocarburants du Canada constitue un catalyseur important à cet égard. Nous y voyons une excellente occasion de diversification, comme on l'a mentionné.

Nous devons donc accroître le travail à valeur ajoutée ici, au Canada, réduire certains risques liés à nos échanges commerciaux et offrir plus d'options de commercialisation aux agriculteurs à la ferme, mais ces marchés sont régis par des politiques. Ils sont soumis aux changements de politique opérés par les gouvernements. Nous devons donc nous assurer qu'ils sont aussi efficaces que possible pour soutenir l'industrie nationale.

Nous voulons garantir cette efficacité au Canada et faire du canola une matière première importante pour l'industrie nationale des biocarburants de notre pays.

[Français]

Sophie Chatel: Merci. Vous avez certainement des alliés au sein de ce Comité et du gouvernement à ce sujet.

Monsieur White, vous étiez présent à la rencontre avec le premier ministre pour discuter notamment des problèmes du commerce international avec la Chine. Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, M. MacDonald, était présent. Je sais que, ce matin, sur les ondes de CBC, M. Andre Harpe a décrit cette réunion comme étant une conversation productive et bidirectionnelle.

Pouvez-vous nous parler de la productivité de ce dialogue avec notre premier ministre pour trouver une solution aux droits de douane de la Chine?

[Traduction]

Rick White: Merci pour votre question.

Oui, c'est vrai. Le premier ministre nous a convoqués parce qu'il voulait entendre directement les préoccupations de l'industrie du canola. Nous lui en sommes très reconnaissants. Le dialogue n'était pas à sens unique. Nous avons plutôt mené une véritable conversation au cours de laquelle il y a eu des échanges.

Je pense que nous avons fait comprendre à toutes les personnes présentes dans la salle, y compris au ministre de l'Agriculture, que la situation est assez grave. Plus elle durera, plus elle empirera. Je pense que nous avons mieux compris, et peut-être que le gouvernement a mieux compris, que nous avons ici une occasion de négocier pour régler ce problème. Si nous y parvenons, nous nous en sortirons assez rapidement. Je parle ici de quelques mois, peut-être d'ici Noël. Plus tard, les choses seront plus difficiles.

C'est le genre de conversations que nous avons eues. Nous avons abordé la diversification, les opportunités liées aux biocarburants, etc. La conversation a été positive, mais nous ne savons pas combien de temps les choses vont durer. Nous leur avons conseillé de se préparer à une période plus longue que prévu. Préparez-vous au pire et espérez le meilleur. Le mieux serait que le premier ministre parvienne à résoudre ce problème ou à négocier une solution avec le président chinois. Il s'agit d'un problème politique qui nécessite une réponse politique. Nous avons également fait passer ce message.

Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Perron, vous avez six minutes.

[Français]

Yves Perron: Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins du précieux temps qu'ils nous consacrent en étant parmi nous, aujourd'hui.

Monsieur Caron, vous m'avez titillé tantôt quand vous avez parlé de la mesure sur le bois d'œuvre qui ne touche pas les producteurs privés.

Auriez-vous une suggestion à faire au gouvernement à ce sujet? Ne pourrait-il pas ajuster cette mesure de façon proportionnelle?

Martin Caron: Oui, absolument.

Il faut mentionner que, depuis le début du conflit du bois d'œuvre, il y a quand même quelques années, il y a eu cinq déclarations et des hausses de coûts. Cela représente 10 milliards de dollars dans l'ensemble, dont un montant de 2 milliards de dollars pour les producteurs forestiers privés. On a mis en place des programmes, comme c'était le cas, mais les producteurs forestiers privés, eux, ne n'en ressentent pas les effets parce qu'ils ne reçoivent pas de subventions pour ce bois d'œuvre ou cette forêt. Ils ne sont pas en mesure d'obtenir de soutien financier, mais ils sont quand même pénalisés. Les droits de douane sont maintenant de 35 %, ce qui entraîne des répercussions majeures sur le secteur. De plus, on constate une diminution de la demande dans le secteur de la forêt privée.

• (1720)

Yves Perron: D'accord. Je vous remercie. Nous en prenons bonne note.

En parlant de programmes qui ne touchent pas tous les secteurs, on a augmenté le soutien financier, particulièrement pour le canola. Nous sommes bien contents de cette décision. Je pense que c'était justifié. Les producteurs de canola nous diront évidemment que ce n'est toujours pas suffisant. Je pense qu'on connaît déjà la réponse.

Monsieur Caron, y a-t-il des productions particulières? Je ne sais pas si vous étiez présent lors de la première heure de la réunion. J'ai posé des questions au sous-ministre, notamment au sujet des producteurs de bœuf. Ceux-ci ont dit qu'ils auraient bien aimé aussi bénéficier d'une augmentation du soutien financier dans le cadre du Programme de paiements anticipés.

Pouvez-vous nous dire quels sont les besoins actuels du secteur agricole au Québec pour ce qui est du soutien financier fédéral?

Martin Caron: Je peux parler du Québec, mais je peux aussi parler du Canada. Nous avons besoin d'un soutien financier à la hauteur des difficultés que nous vivons présentement. Nous serions grandement reconnaissants de pouvoir bénéficier d'un soutien financier pour la production bovine. Présentement, nous sommes en mesure d'avoir une vision de l'exportation de notre production. C'est d'ailleurs ce que nous constatons dans l'ensemble des secteurs.

Au cours des 10 dernières années, soit depuis 2014, nos exportations ont augmenté de 57 %. Toutefois, en matière de diversification, il nous faudrait un plan d'action. Il faudrait vraiment accorder une priorité nationale à tout le secteur de l'alimentation et continuer d'augmenter ces exportations.

Pour y arriver, cela demande un outil, un plan d'action, accompagné d'investissements. Cela nous permettrait de répondre aux besoins causés par les changements climatiques et à l'ensemble de tous les enjeux liés au bien-être animal.

Yves Perron: D'accord. Merci beaucoup.

Craignez-vous aussi que les producteurs de canola, par exemple, diversifient leur production, c'est-à-dire qu'ils réduisent leur production de canola pour faire autre chose? Cet élément a d'ailleurs été abordé au cours de la première heure de la réunion; il y a eu une analyse intéressante à propos du prix mondial.

J'invite M. White à répondre à cette question après vous, monsieur Caron. J'aimerais entendre vos commentaires à ce sujet.

Martin Caron: C'est exact.

Quand les entreprises agricoles de nos régions un peu plus éloignées se diversifient, cela crée une valeur ajoutée tout en permettant de répondre aux objectifs que le Canada s'est donnés sur la scène internationale à la 16^e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, ou COP16. C'est donc une bonne chose de soutenir cette diversification.

Dans le cas des produits biologiques, dont vous avez aussi parlé, c'est la même chose. Nous avons besoin d'un soutien pour ces marchés, qu'il faut aussi diversifier à cause des choses qui se passent aux États-Unis et parce qu'il n'est pas si évident de trouver de nouveaux marchés. Il faut donc être capable de soutenir les entreprises.

Yves Perron: Merci.

Monsieur White, avez-vous quelque chose à ajouter sur le changement de culture que vivent vos membres? Cela vous inquiète-t-il?

[Traduction]

Rick White: Oui, je pourrais probablement ajouter quelque chose.

En ce qui concerne le programme de paiements anticipés pour les agriculteurs, je pense que les producteurs apprécieront l'augmentation du montant sans intérêt de 250 000 \$ à 500 000 \$ accordée aux producteurs de canola à court terme, mais cet outil ne sera pas adapté si la crise se prolonge. Ce prêt doit être remboursé en septembre prochain. Il nous permettra peut-être de gagner un peu de temps et de réduire les intérêts, mais cela reste un prêt. Il faudra quand même rembourser ces 500 000 \$, et c'est là que réside le problème.

[Français]

Yves Perron: Merci.

Je m'en voudrais de ne pas m'être adressé à Mme Farrell avant la fin de mon temps de parole.

J'ai parlé plus tôt du monde agroalimentaire. On parle souvent de ce qu'on produit, mais il faut transformer ce que l'on produit.

Quels sont vos besoins, actuellement? Quel message avez-vous à lancer au gouvernement?

[Traduction]

Kristina Farrell: Mon message aujourd'hui est qu'étant donné qu'il s'agit de la première industrie manufacturière du Canada, nous devons être en mesure de lui fournir les ressources et le soutien nécessaires, ce qui n'est pas le cas à ce jour, selon moi. Il ne s'agit pas seulement d'un soutien financier. La solution pourrait également consister à alléger certaines des contraintes réglementaires auxquelles nos sommes soumis et à collaborer avec nous pour combler nos pénuries de main-d'œuvre. C'est le message que j'aimerais transmettre aujourd'hui.

[Français]

Yves Perron: Comment fait-on pour favoriser l'investissement dans votre secteur? Existe-t-il des moyens?

[Traduction]

Kristina Farrell: Nous devons pouvoir accéder aux programmes existants qui ont été récemment annoncés. Je pense que l'une de nos préoccupations est que nous ne sommes habituellement pas considérés comme l'un des secteurs nécessitant des investissements ou pouvant réellement attirer des investissements mondiaux. Il faut donc travailler avec l'industrie. Je pense que celle-ci a beaucoup d'idées quant aux types de programmes qui pourraient lui être utiles. Les programmes actuellement disponibles ne fonctionnent pas vraiment pour nous. Le Fonds stratégique pour l'innovation en est un exemple. Une seule entreprise de fabrication de produits alimentaires et de boissons a réussi à obtenir ce financement. Je pense donc qu'il faut travailler avec nous pour que les fonds et programmes existants répondent aux besoins de l'industrie canadienne de la fabrication d'aliments et de boissons.

• (1725)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Perron.

Il nous reste environ 18 minutes avant l'heure de fin prévue de la réunion. Nous avons encore un tour à faire. Le prochain tour durera 22 minutes. Pouvons-nous nous contenter de ce tour et terminer là, ou souhaitez-vous faire un tour supplémentaire?

Allez-y, monsieur Barlow.

John Barlow: J'aimerais suggérer, et je vous remercie, que, compte tenu de l'importance de cette question, nous procédions à un tour de table, puis que chaque parti dispose de deux minutes pour un troisième et dernier tour. Nous allons essayer de faire vite. Je sais que nous approchons des 18 heures, mais je pense qu'il s'agit d'un enjeu important. Êtes-vous tous d'accord?

Le président: Oui, nous allons faire un dernier tour. Il y aura deux minutes, puis deux minutes et deux minutes, si vous voulez bien.

Êtes-vous d'accord? Vous aurez un bonus à la fin. Parfait.

Allez-y, monsieur Barlow.

John Barlow: Merci, monsieur le président.

Monsieur White, vous avez mentionné dans votre réponse à une question précédente qu'il était important, en ce qui concerne la norme sur les carburants, de disposer d'un approvisionnement national — et je pense que vous choisissiez soigneusement vos mots —, mais que l'on ne fait pas grand-chose pour l'instant. La raffinerie de biodiésel de Hamilton a d'ailleurs fermé ses portes, et la raison de cette fermeture était l'afflux de matières premières et de biodiésel bon marché provenant de pays étrangers, comme les huiles de cuisson usagées, le soja et le maïs provenant des États-Unis.

Nous nous opposons à la norme sur les carburants des libéraux, car elle ajoute 17 ¢ par litre pour les consommateurs canadiens, ce qui en fait une nouvelle taxe sur le carbone pour les consommateurs. Il s'agit également de l'une des lois les plus complexes de notre histoire, et les formalités administratives qui y sont liées empêchent les producteurs canadiens de canola et de biocarburants, par exemple, de faire concurrence aux produits étrangers moins chers. Êtes-vous d'accord avec cette évaluation? Pensez-vous que le système, tel qu'il est actuellement configuré, ne profitera pas aux producteurs de canola canadiens?

Avez-vous évalué les effets de cette mesure? Va-t-il en découler des gains financiers? Avez-vous effectué cette analyse pour les producteurs de canola canadiens dans le cadre du système actuel?

Rick White: Honnêtement, pour obtenir des gains financiers, nous devons renforcer certaines de ces mesures. La question n'est pas seulement la norme sur les carburants propres, mais aussi l'arrivée d'huiles de cuisson usagées étrangères qui remplacent le canola canadien. Ces deux problèmes doivent être résolus avant que l'industrie des biocarburants puisse se développer, et notre objectif est d'augmenter la demande au Canada.

Sur le plan fiscal, le gouvernement pourrait prendre certaines mesures. Il pourrait par exemple exonérer de taxe la composante renouvelable du diésel afin d'atténuer les effets d'une éventuelle hausse des prix. Je ne peux pas me prononcer sur les 17 ¢ par litre. Je n'ai pas fait ces calculs, mais au bout du compte, si vous supprimez la taxe, les consommateurs seront moins touchés.

Pour ce qui est des agriculteurs, cependant, il s'agit d'une demande d'environ 2,5 millions de tonnes de semences. Si nous faisons bien les choses, nous pourrions régler le problème des huiles de

cuisson usagées étrangères et établir une réglementation adéquate afin de stabiliser l'environnement des investissements. Ces derniers pourront alors se concrétiser et perdurer. Ils ont besoin d'un signal clair de la part du gouvernement leur indiquant que cette réglementation est justifiée et qu'elle s'inscrit dans le long terme.

John Barlow: Merci, monsieur White.

Selon l'analyse du directeur parlementaire du budget, l'effet de la norme sur les carburants sera de 17 ¢ le litre. C'est donc un fait établi.

J'aimerais céder le reste de mon temps de parole à M. Bonk.

Steven Bonk: Ma question s'adresse au représentant de l'Association canadienne des bovins.

Après de nombreuses années où les choses étaient loin d'être faciles pour le secteur de l'élevage bovin au Canada, celui-ci semble maintenant vouloir connaître des jours meilleurs. Cependant, les chiffres que vous avez mentionnés dans votre déclaration préliminaire concernant la brève période où des droits de douane ont été appliqués à l'industrie bovine font craindre le pire à tous les éleveurs de bétail au Canada.

Pourriez-vous nous parler de notre dépendance excessive à l'égard du marché américain? Je sais qu'il s'agit d'un marché très intégré, mais pourriez-vous nous dire comment nous pourrions ajouter plus de valeur au Canada en augmentant la capacité d'engraissement ou d'abattage?

Je vous laisse nous faire part de vos réflexions à ce sujet.

Tyler Fulton: C'est vraiment l'occasion d'une génération dans le secteur de l'élevage bovin. Je n'ai jamais rien vu de tel au cours de ma carrière, et nous avons à peu près le même âge, monsieur Bonk. Je pense qu'il serait juste de dire que c'est le cas partout au pays. Ce n'est pas propre à l'Ouest, à l'Est ou à quelque région que ce soit.

C'est l'augmentation de notre cheptel qui pourrait nous ouvrir certaines perspectives. Pour ce faire, il faut que l'on rétablisse la certitude sur le marché, ou tout au moins que l'on nous fournisse certains outils qui nous permettraient de tendre vers la certitude souhaitée. Il y a maintenant une occasion exceptionnelle, en particulier pour les éleveurs-naisseur, de faire croître le cheptel, de démarrer cette chaîne de valeur et d'exploiter pleinement cette possibilité.

En ce qui concerne les risques encourus dans le secteur de l'engraissement, en particulier, quant à l'éventuelle application de droits de douane dans le contexte de l'ACEUM, je peux vous dire qu'un éleveur du Sud de l'Alberta s'est retrouvé avec 800 000 \$ en droits à payer pour deux journées d'exportation seulement. Si les Américains devaient nous imposer des droits de douane à long terme, c'est la survie même de notre secteur de l'engraissement qui serait remise en question.

● (1730)

Le président: Merci beaucoup.

Je donne la parole à M. Connors du côté des libéraux pour une période de cinq minutes.

Paul Connors: Merci.

Je vais poursuivre un instant avec M. Fulton

En gardant à l'esprit l'existence d'un système de transformation intégré avec les États-Unis, ce que je comprends, et de certaines des barrières non tarifaires dans l'AECG... Je pense que quelqu'un a mentionné une augmentation de 57 % des exportations, mais je ne sais plus si c'était strictement pour l'industrie bovine.

Comment se porte actuellement la demande locale? Constatons-nous une augmentation de la demande locale, ou sommes-nous toujours fortement dépendants des exportations?

Tyler Fulton: À titre de précision, l'industrie canadienne exporte environ la moitié de ce qu'elle produit en bovins sur pied ou en bœuf, et 70 % de la portion ainsi exportée est destinée aux États-Unis parce que c'est là qu'on est disposé à payer le plus cher pour nos produits. Cela s'ajoute à notre consommation intérieure.

La demande intérieure est exceptionnellement bonne. Les gens nous ont indiqué être disposés à accepter des hausses de prix importantes sans diminuer leur consommation parce qu'ils considèrent notre bœuf comme une source alimentaire sûre à forte teneur en protéine. Nous sommes très optimistes quant aux perspectives à long terme de l'industrie bovine.

Paul Connors: Dans le même ordre d'idées, y a-t-il des marchés que vous jugez sans doute prometteurs — je parle bien sûr des marchés d'exportation — mais qui, selon vous, ne sont pas pleinement explorés ou pris en considération?

Tyler Fulton: J'en mentionnerai trois en particulier. Dans mon allocution, je n'ai pas pu me rendre à mes commentaires sur la Chine. Nous sommes exclus du marché chinois depuis 2021. Je crois d'ailleurs que mon collègue du Conseil des viandes du Canada y a fait brièvement allusion. Avant la fermeture de ce marché, notre trajectoire était en croissance, et nos ventes s'élevaient à plus de 100 millions de dollars par année. La Corée représente probablement l'un des plus grands débouchés, mais à l'heure actuelle, nous sommes désavantagés d'environ 8 % par rapport à nos homologues américains pour ce qui est des droits de douane. Nous sommes sur une trajectoire positive en Corée également mais, comme vous pouvez vous l'imaginer, lorsqu'il y a une source de bœuf de haute qualité nourri au grain qui coûte 8 % moins cher, les importateurs regardent ailleurs.

À mon avis, l'Asie du Sud-Est offre de grandes possibilités. Cependant, le premier maillon de notre chaîne de valeur doit gagner en importance pour que nous puissions approvisionner ces marchés. Nous notons une demande incroyable partout dans le monde à l'heure actuelle, et la plus grande contrainte vient du fait qu'il n'y a pas assez de vaches.

Paul Connors: Il me reste deux minutes.

Je sais qu'il a fallu vous interrompre pour passer au témoin suivant. Y a-t-il autre chose que vous vouliez mentionner dans vos observations préliminaires? Je vais vous donner un peu de temps pour le faire.

Tyler Fulton: Je dirais seulement que l'industrie bovine, en particulier, est grandement axée sur le principe de l'avantage comparatif dans le cadre d'un commerce libre et ouvert fondé sur la science et les règles. C'est ce qui devrait guider toute décision stratégique à l'avenir, parce que ce sont les avantages naturels dont nous jouissons ici au Canada qui soutiennent notre potentiel de croissance future dans l'industrie du bœuf.

• (1735)

Paul Connors: Je vais maintenant poser une question à Mme Farrell, d'Aliments et boissons Canada.

Financement agricole Canada a publié aujourd'hui un nouveau rapport proposant une stratégie de diversification de 12 milliards de dollars qui réduirait dans une proportion de 50 %, si je ne m'abuse, par rapport aux niveaux de 2023, notre dépendance à l'égard du marché américain pour nos exportations d'aliments et de boissons. Quels sont les plus grands obstacles empêchant Aliments et boissons Canada d'accroître nos exportations alimentaires vers de nouveaux marchés internationaux, en particulier en Europe et en Asie?

Kristina Farrell: Financement agricole Canada a notamment mentionné dans le rapport, et j'y souscris entièrement, que nous avons besoin d'investissements dans les infrastructures pour élargir nos chaînes d'approvisionnement interprovinciales. C'est quelque chose que j'entends assez souvent de la part des entreprises: il est plus facile d'exporter aux États-Unis que d'écouler ses produits ailleurs au Canada. Il faudrait y voir avant même de songer à examiner d'autres marchés.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Perron, vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Yves Perron: Merci, monsieur le président.

Madame Farrell, vous êtes toujours questionnées à la fin. Je vais vous accorder du temps.

Tantôt, vous avez mentionné qu'on pourrait vous donner accès à des programmes existants et que vous aviez des suggestions à faire.

Pouvez-vous nous donner un exemple d'un programme existant auquel vous n'avez pas accès et qui pourrait être modifié?

[Traduction]

Kristina Farrell: Le Fonds stratégique pour l'innovation, que l'on désigne maintenant sous l'appellation Fonds de réponse stratégique, est l'un des principaux programmes. Les détails restent à mettre au point, mais nous espérons que les secteurs de l'agroalimentaire et de la fabrication d'aliments et de boissons pourront y avoir accès.

[Français]

Yves Perron: Merci beaucoup. Si vous avez d'autres suggestions à nous faire, je vous invite à les faire parvenir au Comité. Nous en prendrons connaissance avec attention.

Monsieur Roy, vous avez mentionné tantôt qu'il était impossible de remplacer la Chine. Vous ne l'avez peut-être pas dit comme ça, mais c'était le sens de votre énoncé. Je comprends que la Chine prend des morceaux de viande dont personne d'autre ne veut. Même si le marché de la Chine revient, le marché va rester instable.

Que peut-on faire de plus pour aider votre secteur à développer sa part de marché dans l'Asie-Pacifique? Je sais que vous travaillez fort, présentement. Par exemple, vous êtes en bonne position au Japon.

Qu'en est-il des autres régions?

René Roy: La diversification des marchés reste effectivement importante.

Par exemple, ce qu'on fait dans le Sud-Est asiatique est excellent. On réussit à y vendre certaines coupes que le marché chinois prendrait et qui seraient plus difficiles à vendre sur les marchés nord-américains.

Malgré tout, le marché chinois est d'une extrême importance pour notre secteur à cause de sa taille, et il le restera. La diversification des marchés nous permettra de réduire les risques, particulièrement lorsque nous serons exposés à de la friction, mais il faut quand même avoir accès à ces marchés pour bien fournir nos marchés.

Yves Perron: Merci beaucoup.

La diversification pourrait-elle aussi vous permettre de résister davantage à une prochaine perturbation, on ne sait trop dans combien de temps?

René Roy: Vous faites valoir un excellent argument. Le marché japonais, qui est devenu notre principal marché d'exportation, est un exemple de la capacité de résilience de notre secteur. Ça ne s'est pas fait du jour au lendemain: nous investissons et sommes présents dans ce marché depuis longtemps. D'ailleurs, une délégation de producteurs de différentes provinces sont présentement au Japon pour expliquer l'importance de notre production.

Les transformateurs et les producteurs travaillent en collaboration pour une meilleure résilience sur les marchés, surtout sur ceux à valeur ajoutée, comme le Japon.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous avons maintenant les conservateurs pour cinq minutes et les libéraux pour cinq minutes. J'ai indiqué que nous aurions ensuite trois périodes de deux minutes. Comme je pense qu'il y a eu un peu de confusion, question d'équité, nous allons faire deux tours de cinq minutes, puis nous terminerons avec deux tours de deux minutes. Est-ce que cela vous convient? C'est simplement pour équilibrer les choses, parce que je m'étais engagé en ce sens. Est-ce que ça vous va? D'accord.

Allez-y, monsieur Barlow.

John Barlow: Merci, monsieur le président. Je vais partager mon temps de parole avec M. Steinley.

J'ai une brève question à poser à M. Roy, du Conseil canadien du porc.

Y a-t-il eu une aide directe, ou quelque autre mesure que ce soit, offerte aux éleveurs de porcs au Canada en raison des droits de douane chinois sur le porc canadien? Le gouvernement a-t-il offert une aide directe aux éleveurs de porcs canadiens?

● (1740)

René Roy: Aucune aide directe n'a été offerte.

John Barlow: Merci.

Je pose la même question à M. Fulton. Vous êtes exclus du marché chinois depuis 2021. Le gouvernement libéral a-t-il offert une aide directe aux éleveurs de bétail canadiens parce qu'ils n'ont plus accès au marché chinois?

Tyler Fulton: Non, aucune aide n'a été offerte.

John Barlow: Je cède le reste de mon temps de parole à M. Steinley.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Merci beaucoup.

Je suis heureux de pouvoir travailler à nouveau au sein du comité de l'agriculture. Je suis député de la Saskatchewan, et je peux vous dire que le canola est une priorité pour beaucoup de gens que je re-

présente. Le canola contribue grandement à l'économie canadienne ainsi qu'à celle de la Saskatchewan.

Nous avons entendu dire que vous avez eu une rencontre avec le premier ministre et le ministre de l'Agriculture. Se sont-ils engagés à se rendre en Chine pour discuter du canola avec leurs homologues du gouvernement chinois?

Rick White: Ils ont certainement reconnu la nécessité de se rendre là-bas, mais je ne suis pas dans le secret des dieux pour ce qui est de leur emploi du temps. Ils n'ont pas divulgué de détails à ce sujet. On a simplement reconnu que nous avons beaucoup de pain sur la planche du point de vue de nos relations avec la Chine.

Warren Steinley: Nous reconnaissons tous qu'il est nécessaire qu'ils se rendent là-bas. Au cours de la rencontre à laquelle vous avez participé, est-ce que les représentants du secteur du canola et des organisations concernées ont demandé au premier ministre ou au ministre de l'Agriculture de sauter dans le premier avion pour se rendre en Chine?

Rick White: Probablement pas de manière aussi explicite, mais on a certainement indiqué que le premier ministre doit régler le problème politique aux plus hauts niveaux en Chine afin d'ouvrir la voie aux autres pour qu'ils interviennent après coup. Nous ne disons pas au premier ministre ce qu'il doit faire.

Warren Steinley: Techniquement, il travaille pour chacun de nous.

En tant qu'industrie, c'est un problème qui nécessite des discussions franches et face à face entre les dirigeants des deux pays. N'est-ce pas quelque chose qui semble évident pour les producteurs de canola?

Rick White: Oui, il est évident que nous avons besoin du premier ministre là-bas. Je pense qu'il a compris le message. Peut-être pas de manière aussi explicite, mais il a sans aucun doute compris le message. Je suppose qu'il faudra voir si quelque chose se produit au cours des prochains mois. Encore une fois, je ne sais pas. Je ne suis pas bien placé pour savoir à quoi la stratégie ressemblerait d'un point de vue politique.

Warren Steinley: Le premier ministre Moe s'est rendu sur place avec Kody Blois, le secrétaire parlementaire du premier ministre. Avez-vous eu la chance de demander au premier ministre Moe et à M. Blois comment ces réunions se sont déroulées en Chine?

Rick White: Pas directement, mais le premier ministre Moe s'est rendu sur place. Il a fait le point sur la situation pour le groupe à cette réunion, car il a participé à la réunion concernant certaines des discussions positives qu'il a eues. Tout portait à croire qu'il espérait que la Chine souhaite également régler le problème. Le secrétaire parlementaire du premier ministre a dit la même chose que le premier ministre Moe.

Warren Steinley: Pensez-vous que le secrétaire parlementaire Blois se serait rendu sur place si le premier ministre Moe n'avait pas organisé le voyage en Chine?

Rick White: Je ne sais pas, et je ne veux pas formuler d'hypothèses.

Warren Steinley: Je comprends. Merci beaucoup.

Je suis conscient de tout ce que nous avons traversé en tant que pays. Le canola n'a jamais été très populaire dans notre pays, et je ne pense pas que c'est pour les bonnes raisons. Je vous demanderais de continuer de parler avec tous vos homologues des gouvernements fédéral et provinciaux. En Saskatchewan, le premier ministre Harrison fait du bon travail. Je pense vraiment que nous devons exercer des pressions sur l'actuel premier ministre et le ministre de l'Agriculture pour qu'ils se rendent en Chine, car il faut régler la question. Pour la régler rapidement, ils doivent prendre l'avion le plus tôt possible.

Le président: Merci beaucoup.

Je vais passer aux libéraux.

Madame Harrison, vous avez cinq minutes.

Emma Harrison: Merci.

Madame Farrell, j'ai rencontré les gens d'Aliments et boissons Canada la semaine dernière. Nous avons discuté de nombreuses choses, comme la nouvelle usine de trituration qui est mise sur pied avec Cargill.

Vous l'avez mentionné à maintes reprises. Je sais que c'est vraiment une question d'ordre général, mais avez-vous des changements précis que vous apporteriez aux programmes pour mieux appuyer l'industrie?

Kristina Farrell: Au cours de la dernière semaine, nous avons notamment beaucoup parlé de notre tendance à accorder la priorité au financement de choses nouvelles et novatrices — des choses qu'on n'a jamais faites avant. Quand il est question de la fabrication d'aliments et de boissons, la définition d'innovation est différente. Ce n'est pas nécessairement un nouveau brevet ou la découverte d'une nouvelle technologie. Il s'agit parfois d'appliquer la technologie d'une nouvelle façon ou d'adopter au Canada une technologie que nous n'avions pas. Même si l'acquisition d'un nouveau four pour une usine de fabrication d'aliments et de boissons n'est peut-être pas enthousiasmante, il est possible que ce soit transformateur du point de vue de l'efficacité.

Pour ce qui est des priorités du gouvernement en matière de financement, je pense qu'il reconnaît que la définition d'innovation est différente pour cette industrie.

• (1745)

Emma Harrison: Merci.

J'ai oublié de dire que je vais partager mon temps avec la députée à mes côtés.

La question est encore une fois pour Mme Farrell.

À notre réunion, on a exprimé de vives inquiétudes à propos des obstacles au commerce interprovincial et de la réduction de certaines règles en la matière. Comment pouvons-nous réduire le nombre d'obstacles au commerce interprovincial afin de faciliter le commerce tout en maintenant les normes que nous avons?

Kristina Farrell: Nous avons des réserves quant au projet de loi C-5 si les aliments ne sont pas exemptés. Ces réserves sont liées à notre capacité à exporter, à la sécurité alimentaire et à la traçabilité des aliments.

Nous préconisons plutôt d'identifier les entreprises sous réglementation fédérale qui veulent passer à la réglementation fédérale, être en mesure d'exporter, et de cerner les mesures de soutien dont elles ont besoin pour y parvenir pour ensuite leur offrir directement

le soutien afin qu'elles puissent respecter les normes. À la lumière de nos efforts pour diversifier les marchés, nous pensons que ce serait utile à cette fin.

Emma Harrison: Merci beaucoup.

Monsieur Fulton, je n'arrive pas à croire que personne n'a mentionné votre excellent tableau avec une vache derrière vous.

Des députés: Ha, ha!

Emma Harrison: Si vous voulez bien, j'aimerais que vous disiez un peu à quoi ressemble l'accès aux marchés au Japon et au Vietnam. Je sais que vous avez mentionné les droits de douane de 8 % en Corée, mais pourriez-vous en parler un peu plus?

Tyler Fulton: Au Japon, notre accès aux marchés est exceptionnel, surtout grâce au Partenariat transpacifique global et progressiste, ou PTPGP. C'était selon nous le meilleur accord possible, et nous en avons profité.

Quel était l'autre pays? Avez-vous également parlé du Vietnam?

Emma Harrison: Oui.

Tyler Fulton: Le Vietnam représente un marché émergent pour le bœuf canadien. Comme on l'a mentionné lors de la session précédente, il faut beaucoup de temps pour établir ces relations et créer ces liens, mais une fois que c'est fait, on peut se fier à ces relations personnelles pour poursuivre ses activités, sauf si une grande menace pèse sur elles, par exemple des droits de douane ou d'autres perturbations.

Le Vietnam — encore une fois, dans le cadre du PTPGP — a offert aux producteurs canadiens de bœuf un accès privilégié aux marchés. C'est ce qui nous a permis de vraiment nous engager sur la voie d'un accès amélioré.

Emma Harrison: Merci beaucoup.

Je vais partager mon temps avec Mme Dandurand.

Marianne Dandurand: Merci beaucoup.

Madame Farrell, vous avez brièvement parlé du problème de la main-d'œuvre dans votre secteur. Je pense que c'est une question cruciale sur laquelle on ne se penche pas assez. Nous avons beaucoup entendu dire que nous n'avons vraisemblablement pas besoin de travailleurs étrangers temporaires. Pouvez-vous parler de l'importance de ces travailleurs dans votre industrie?

Pouvons-nous faire la moindre chose sans eux? Comment pourrions-nous peut-être en avoir moins? Votre industrie est-elle prête à réduire la taille de cet effectif?

Kristina Farrell: Les travailleurs étrangers — pas seulement les travailleurs étrangers temporaires — sont essentiels pour notre main-d'œuvre dans la fabrication des aliments et des boissons. Je ne pense pas que la situation va changer dans les prochaines années, car nous voyons également que notre main-d'œuvre est vieillissante comparativement à celle d'autres industries.

Nous avons présenté au gouvernement fédéral des recommandations sur la façon de soutenir nos entreprises du point de vue de l'immigration. Il faut élargir les voies d'accès à la résidence permanente pour les travailleurs qui sont déjà dans nos usines et qui apportent une contribution à leurs collectivités. Il faut maintenir le seuil de 20 % que nous avons actuellement en vertu du Programme des travailleurs étrangers temporaires. Cela ne revient pas à dire que toutes les entreprises atteignent actuellement ce seuil, mais c'est utile compte tenu de la nature changeante de la main-d'œuvre. Il faut également allonger la durée des permis de travail qui arrivent à expiration, ce que nous observons dans certaines de nos usines.

[*Difficultés techniques*] et les travailleurs étrangers sont essentiels dans nos usines.

Le président: Les cinq minutes sont écoulées. Merci beaucoup.

Monsieur Perron, vous avez les deux dernières minutes, s'il vous plaît.

[*Français*]

Yves Perron: Je vous remercie, monsieur le président.

Je m'adresse à nouveau à M. Caron, notamment au sujet des travailleurs étrangers du secteur et des besoins du secteur agricole.

J'ai parlé plus tôt du Programme de paiements anticipés, qui pourrait englober un plus large éventail de productions — en fait, il s'agit là d'une demande qui avait été faite avant l'imposition des droits de douane et qui serait donc pertinente.

Outre ce programme, de quoi le monde agricole a-t-il besoin? Vous êtes bien placé pour répondre à cette question: vous étiez présent autour de la table aux côtés de l'ancien premier ministre durant la consultation.

Martin Caron: Pour ce qui est des travailleurs étrangers temporaires, la question a été posée, et je suis en accord avec la réponse. Nous avons besoin de soutien. Il faut mentionner que ces travailleurs occupent un emploi sur trois dans le secteur de l'agriculture au Québec. Si on réussit à développer l'agriculture et l'agroalimentaire, c'est grâce à ces gens qui viennent travailler ici.

M. Fournaise serait sûrement d'accord avec moi pour dire que, en matière de transformation, il faut nécessairement maintenir le cap. Sinon, si le rythme de la transformation diminue, moi, en tant que producteur, j'en subirai les conséquences. C'est primordial. Au cours des dernières années, on a simplifié l'accès à ces fonds, ce qui a été bénéfique.

Parmi les sujets que nous n'avons pas abordés encore, il y a celui de la Banque de l'infrastructure du Canada, soit la BIC. Il s'agit d'un programme intéressant qui dispose de fonds équivalant à de nombreux millions de dollars, mais qui, malheureusement, n'est pas adapté à nos PME, donc à nos entreprises, nos fermes agricoles. Il faudrait adapter ce programme parce qu'on traite d'importantes sommes d'argent. Or les gens ont de la difficulté à obtenir ces subides.

Quand on parle de diversification, d'investissements axés sur le développement et la croissance de nos exportations, il faut avoir des ressources comme celles de la BIC pour nous soutenir et éviter l'accroissement du taux d'endettement dans le secteur de l'agriculture, car il faut aussi penser aux jeunes à qui on veut transférer des entreprises. Là aussi, nous remarquons un ralentissement et en ressentons les impacts.

Il ne faut pas seulement avoir une vision concernant les droits de douane, mais aussi une vision du développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

● (1750)

[*Traduction*]

Le président: Merci, monsieur Perron.

Je profite de l'occasion pour remercier tous nos témoins de la journée. Merci d'avoir comparu dans un si bref délai. Merci de toutes vos contributions à la discussion, et surtout, merci de ce que votre secteur fait pour aider à bâtir un Canada fort. C'est un pilier économique. Merci à tous vos membres et à toutes les personnes que vous représentez. Nous vous sommes reconnaissants du temps que vous nous avez accordé et nous vous remercions.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>